

PERCEPTIONS DE LA DISCRIMINATION ET DE L'ISLAMOPHOBIE

**POINTS DE VUE DE MEMBRES DES COMMUNAUTÉS
MUSULMANES DANS L'UNION EUROPÉENNE**

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes
dans l'Union européenne

par Tufyal Choudhury, Durham University,
en collaboration avec
Mohammed Aziz, directeur, FaithWise
Dilwar Hussain, Islamic Foundation
Duaa Izzedin, FaithWise
Intisar Khirjee, FaithWise
Edward Welch, Durham University

EUMC 2006

Table des matières

AVANT-PROPOS	3
Résumé	5
Introduction	12
Méthodologie	13
Partie I: Les communautés musulmanes européennes	15
1. Structure et organisation de la communauté musulmane	15
1.1 Organisation	15
1.2 Le point de vue des jeunes sur les organisations religieuses	17
1.3 Le point de vue des jeunes sur les organisations musulmanes	21
2. Identité et intégration dans la société	25
2.1 Perceptions de l'intérieur de la communauté musulmane	25
2.2 Point de vue des musulmans sur la perception de l'islam et des musulmans par la société en général	40
2.3 Relations avec les autres communautés	44
2.4 Niveau de participation civile et politique	45
2.5 L'avenir de la communauté musulmane	46
PARTIE II: Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie	50
3. Préjugés, hostilité et haine	50
3.1 L'islamophobie dans la vie publique	50
3.2 Préjugés et attitudes islamophobes dans la vie quotidienne	51
4. Contraintes juridiques, politiques et administratives	54
4.1 Politiques et pratiques en faveur de l'intégration des musulmans	54
4.2 Mesures de protection et de soutien contre l'hostilité	60
4.3 Traitement par la police et le système judiciaire	63

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

5.	Discrimination dans les domaines socioéconomiques	66
5.1	Discrimination en matière de logement	66
5.2	Discrimination en matière d'éducation	67
5.3	Discrimination en matière d'emploi	68
6.	Participation et représentation	73
6.1	Politique et élaboration des politiques	73
6.2	Médias et culture populaire	74
7.	Politique étrangère	76

AVANT-PROPOS

Les données rassemblées par l'EUMC ces dernières années font apparaître que, depuis les attentats du 11 septembre 2001 qui ont frappé New York et Washington, les musulmans d'Europe ont durement ressenti un climat social de plus en plus hostile. Les événements qui ont suivi, comme l'assassinat du réalisateur néerlandais Theo van Gogh et les attentats à la bombe de Madrid et de Londres, n'ont fait que renforcer les préjugés et ont été la cause de manifestations d'hostilité et d'agressivité. En conséquence, l'EUMC a demandé aux 25 points focaux nationaux de son réseau européen d'information sur le racisme et la xénophobie (RAXEN) de recueillir des informations sur la situation des musulmans, y compris des informations sur les incidents et les crimes à caractère islamophobe. Ces données ont été associées à des informations provenant d'autres sources afin d'élaborer le rapport de l'EUMC intitulé «*Muslims in the European Union – Discrimination and Islamophobia*» (Les musulmans dans l'Union européenne – Discrimination et islamophobie), qui accompagne ce rapport et est publié simultanément.

Dans le cadre de la même opération, l'EUMC a également demandé l'établissement du présent compte rendu, qui consiste en 58 entretiens approfondis avec des membres des communautés musulmanes de 10 États membres de l'Union européenne comptant d'importantes populations musulmanes. La présente étude vise à renforcer et compléter les données quantitatives contenues dans l'autre rapport. Nous souhaitons insister sur le fait que ce rapport est un document subjectif, fondé sur des perceptions et des expériences individuelles. Il offre une vue d'ensemble précieuse des opinions, des sentiments, des craintes et des frustrations, mais témoigne également de l'optimisme et de la vision de l'avenir que partagent de nombreux Européens musulmans au sein de l'Union européenne. Il est destiné à être lu en même temps que le premier rapport.

Je tiens à remercier tout particulièrement les personnes qui ont participé à l'élaboration de ce rapport et, notamment à toutes les personnes interrogées qui nous ont consacré beaucoup de leur temps, ainsi qu'à l'équipe de chercheurs qui a organisé le travail et réalisé les entretiens de manière extrêmement professionnelle. Je souhaite aussi remercier les membres du conseil d'administration de l'EUMC pour leurs commentaires et leur feedback sur le présent rapport.

Je forme le vœu que ce rapport contribue à faire prendre conscience du développement de l'islamophobie dans l'Union européenne. Il est important de recenser les expériences des musulmans européens face à la discrimination, aux incidents et aux discours islamophobes que l'on observe de plus en plus dans le domaine public et politique et de cerner le contexte politique et social dans lequel

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

ces agressions physiques et verbales trouvent leur origine. Plus de dialogue, d'inclusion sociale et de politiques de non-discrimination en faveur des groupes minoritaires sont nécessaires et auront, en fin de compte, des retombées positives pour la société toute entière. J'espère que ce rapport contribuera à un débat public ouvert sur la définition de sociétés multiculturelles en Europe, sans nier pour autant les problèmes existants.

Nombre de musulmans reconnaissent qu'ils doivent s'impliquer davantage dans la société, faire plus pour surmonter les obstacles et les difficultés qu'ils rencontrent et assumer une responsabilité plus grande dans l'intégration. Cependant, cet engagement et cette participation doivent être encouragés et soutenus par la société en général, qui doit multiplier les efforts pour intégrer la diversité et supprimer les entraves à l'intégration.

Il est essentiel de faire passer le message que la discrimination à l'encontre des musulmans et l'islamophobie sont entièrement incompatibles avec les valeurs européennes et d'insister auprès des États membres de l'Union européenne afin que ces derniers mettent en œuvre la législation communautaire contre la discrimination et le racisme de manière effective et sans réserve aucune.

Je nourris l'espoir que ce rapport contribuera à un débat public ouvert sur la manière de vivre ensemble et en paix, dans le respect des droits fondamentaux et de la diversité culturelle, ethnique et religieuse, sans pour autant nier l'existence de problèmes, tels que ceux mentionnés par les personnes interrogées.

Beate Winkler
Directrice de l'EUMC

Résumé

La présente recherche se veut complémentaire d'un autre rapport de recherche important élaboré parallèlement et intitulé «*Muslims in the European Union – Discrimination and Islamophobia*» (Les musulmans dans l'Union européenne – Discrimination et islamophobie), qui décrit en détail la situation des musulmans dans l'Union européenne et les manifestations d'islamophobie. Cet autre rapport est fondé sur une collecte de données entamée en 2005 par l'EUMC à travers son réseau de collecte de données RAXEN. Il offre un aperçu des données disponibles sur les manifestations d'islamophobie dans l'ensemble des États membres de l'UE et présente des données démographiques et des informations sur la situation des musulmans dans des domaines clés de la vie sociale tels que l'emploi, l'enseignement et le logement.

Ce rapport poursuit un objectif différent : il présente des données qualitatives, subjectives, qui viennent compléter le tableau plus statistique et descriptif présenté dans l'autre rapport. La transcription et l'analyse des entretiens menés auprès de musulmans de dix pays de l'UE permettent de donner un aperçu de ce que ressentent de nombreux musulmans de l'Union européenne face aux inégalités, aux préjugés, à la discrimination et aux actes d'islamophobie dont eux-mêmes ou d'autres membres de leurs communautés sont les premières victimes. Il complète également ce tableau en dévoilant les détails de certains incidents et événements à peine évoqués dans le rapport susvisé.

Le présent rapport ne tente pas de déterminer si les avis exprimés par les personnes interrogées sont «corrects» ou «incorrects». Il cherche simplement à énoncer ce qui préoccupe de nombreux musulmans dans l'Union européenne. L'EUMC ne souscrit pas nécessairement aux points de vue formulés par les répondants. Les entretiens ne se veulent pas «représentatifs» de l'opinion musulmane dans l'Union européenne, eu égard à la diversité qui existe entre les communautés musulmanes européennes et au petit échantillon de personnes interrogées. Étant donné que les personnes interrogées sont actives dans les associations ou organisations des communautés musulmanes, le rapport couvrira vraisemblablement dans une moindre mesure la voix de nombreux musulmans européens pour lesquels leur identité «musulmane» est davantage culturelle que religieuse, qui ne fréquentent pas les mosquées et qui considèrent que les organisations musulmanes politiques ou religieuses ne sont pas importantes pour eux ou ne les concernent pas. Toutefois, les entretiens donnent un aperçu précieux des avis, des sentiments, des craintes, des frustrations, mais aussi de l'optimisme et de la vision de l'avenir que partagent de nombreux musulmans dans l'Union européenne.

Méthodologie de l'étude

Le présent rapport a été élaboré à partir d'entretiens avec des musulmans de dix États membres de l'Union européenne, à savoir la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, l'Autriche et le Royaume-Uni. Les entretiens, réalisés entre août 2005 et janvier 2006, ont exploré la perception qu'ont les personnes interrogées de l'islamophobie et de la discrimination, ainsi que leurs sentiments sur des questions comme l'intégration et l'appartenance à l'Union européenne. Les personnes interrogées étaient des hommes et des femmes de confession musulmane, dont de nombreux jeunes, actifs dans les mosquées et les institutions religieuses, les institutions politiques, les mouvements de jeunesse, ainsi que dans des organisations antiracistes et de défense des droits de l'homme. Au total, 58 personnes ont été interrogées soit dans le cadre d'entretiens directs, soit dans des groupes de discussion composés de jeunes. Les entretiens ont été enregistrés et retranscrits, ce qui a permis d'atteindre une précision accrue et une pénétration plus aigüe du vécu subjectif des personnes interrogées qu'en recourant à d'autres types d'outil, comme les enquêtes par questionnaire.

Changements intervenus depuis 2001

D'après les personnes interrogées, de nombreux musulmans d'Europe ont le sentiment qu'ils font l'objet d'une surveillance étroite. Les personnes interrogées s'accordent pour dire que la situation a bien changé depuis le 11 septembre 2001, date des attentats terroristes qui ont frappé New York et Washington. Depuis lors, les personnes interrogées dans différents pays ont fait part d'une augmentation des incidents ouverts dénotant l'hostilité quotidienne. La plupart des ceux qui ont pris part aux entretiens ont reconnu que la situation s'est dégradée au cours des cinq dernières années.

Citoyenneté et exclusion

De l'avis des personnes interrogées, de nombreux musulmans de l'Union européenne se sentent exclus de la vie économique, sociale et culturelle. Ce serait particulièrement le cas dans les États membres où une grande partie de la population musulmane n'a pas accès à la citoyenneté. Il est clair que la citoyenneté est cruciale pour asseoir un sentiment d'appartenance. Les personnes interrogées ont évoqué des exemples de la manière dont la vulnérabilité de ces personnes sans citoyenneté est parfois exploitée par des fonctionnaires, des employeurs ou des propriétaires.

Selon les personnes interrogées, même lorsqu'ils sont citoyens d'un État membre, certains musulmans peuvent encore éprouver un sentiment d'exclusion. Ils ont

L'impression qu'ils sont perçus comme des «étrangers», qui menacent la société et sont traités avec suspicion. Selon les témoignages, ce sentiment est plus fort chez les jeunes musulmans nés en Europe que chez leurs parents. Si les deuxième et troisième générations sont, à de nombreux égards, mieux intégrées que la première, leurs expériences sont également différentes, tandis que leurs attentes sont plus considérables et l'exclusion est ressentie avec d'autant plus d'acuité.

Exigences d'intégration

Les personnes interrogées considèrent que les demandes adressées aux musulmans afin qu'ils «s'intègrent» sont souvent déraisonnables et dénuées de cohérence. Une fois encore, ce sont les jeunes qui ressentent la frustration la plus profonde car ils pensent qu'ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient de leur côté pour «s'intégrer». Les personnes interrogées estiment que, bien que l'intégration soit un processus à double sens, la pression constante exercée sur les musulmans pour qu'ils s'intègrent a pour corollaire qu'en pratique, il leur semble que l'intégration est une démarche à sens unique. Elles affirment que le sentiment d'appartenance est étroitement lié à l'égalité de traitement qu'elles attendent de la société au sens large. Ainsi, l'islamophobie, la discrimination et la marginalisation socioéconomique contribuent dans une large mesure à engendrer désaffection et aliénation.

Les répondants estiment que leur acceptation par la société est de plus en plus subordonnée au fait qu'ils devraient perdre leur identité de musulmans. Ils ont le sentiment que l'idée se fait jour que leurs valeurs ne seraient pas compatibles avec les valeurs «européennes». Dans certains cas, le fait d'avoir des principes religieux est considéré comme une source de conflit avec la majorité des valeurs européennes laïques. Les répondants considèrent que l'Islam est dépeint comme une religion qui sape les valeurs fondamentales des sociétés européennes, alors que, selon eux, les valeurs du musulman moyen sont totalement conformes aux valeurs européennes.

Comprendre l'Islam

Les personnes interrogées indiquent que la contribution de la civilisation islamique à la civilisation mondiale et à l'Europe n'est reconnue que dans une mesure limitée. De plus, elles ont le sentiment que la contribution des musulmans aux communautés dans lesquelles ils vivent n'est absolument pas reconnue.

Un grand nombre des personnes interrogées ont le sentiment que la diversité entre les communautés musulmanes et à l'intérieur de celles-ci et des changements en cours ne sont pas compris par le public et dans les débats politiques. Selon elles, le public voit et entend surtout les partisans de positions extrêmes et non ceux auxquels l'identité religieuse apporte une série de valeurs favorables à l'intégration

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

et compatibles avec les valeurs européennes. Les jeunes femmes interrogées rapportent qu'elles sont indignées et ressentent comme une offense le fait que les gens pensent systématiquement que tous les musulmanes qui portent le voile le font sous la contrainte.

Médias

Les personnes interrogées estiment que les médias diffusent une image essentiellement négative des musulmans. Elles se disent contrariées par ce qu'elles considèrent comme un portrait négatif résultant des distorsions des faits dans des reportages sélectifs. Elles pensent que l'Islam est souvent présenté comme monolithique, autoritaire et oppressif envers les femmes, ce qui est souvent le résultat du traitement des femmes dans certaines communautés musulmanes, mais que cette idée est renforcée par l'insistance des médias et des débats publics sur des questions comme les mariages forcés et l'excision.

Polémique sur le voile

Les politiques officielles, telles que l'interdiction du port du voile par les femmes, sont perçues par les répondants comme des actions qui ne plaident pas en faveur de l'intégration. Bien que l'interdiction puisse être présentée par les autorités comme une interdiction générale des symboles religieux, de nombreux musulmans considèrent qu'elle est dirigée contre eux. Les répondants ont également indiqué que le débat sur le voile à l'école a eu un effet «boule de neige» bien plus vaste en légitimant la discrimination dans d'autres domaines comme l'emploi et en suscitant des réactions plus agressives contre le voile, tant dans les discours et que dans la rue.

Discrimination au quotidien

Les personnes interrogées affirment que la majorité des attaques régulières dont sont victimes les musulmans relèvent, dans la majorité des cas, davantage de la violence verbale que physique. Néanmoins, les répondants se disent «fatigués» de ces incidents quotidiens, beaucoup plus susceptibles de survenir lorsqu'une personne affiche sa foi musulmane, comme lorsqu'elle porte le voile. Elles affirment également être victimes de discrimination en matière d'accès au logement, à l'éducation et à l'emploi. Nombre d'entre elles ont le sentiment que l'islamophobie s'exprime également dans les petits détails des contacts quotidiens, dans les commentaires, les plaisanteries, la manière dont les musulmans sont observés et regardés par les autres. En ce qui concerne le logement, la discrimination est perceptible dans les questions sur la maîtrise de la langue, sur le voile ou sur la taille de la famille du locataire. Dans l'éducation, elle peut se traduire

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

par le dénigrement manifesté par certains enseignants à l'encontre de la culture ethnique d'un élève musulman ou dans les stéréotypes exprimés au sujet des communautés musulmanes et l'Islam. Dans le domaine de l'emploi, les personnes interrogées avaient eu connaissance de cas d'agences pour l'emploi auxquelles des employeurs demandaient de ne pas envoyer de travailleurs musulmans et plusieurs répondants ont évoqué la difficulté de trouver un emploi ou un logement lorsque l'on porte le voile.

Fourniture de services

Selon les personnes interrogées, les organismes ne tiennent pas toujours compte des besoins des musulmans dans la conception des services. Il ressort des entretiens que les États membres de l'Union européenne ont réagi de manières diverses aux demandes des musulmans d'apporter des changements afin de tenir compte de leurs besoins. Les campagnes visant à répondre aux besoins des musulmans ont souvent été axées sur les mêmes aspects : accès à et fourniture de nourriture halal, éducation religieuse à l'école, permis de bâtir pour des mosquées, etc. Selon les personnes interrogées, les réactions vont d'une attitude de soutien associée à la volonté de procéder à des ajustements et des changements des politiques, à l'indifférence voire l'opposition.

Dans de nombreux cas, les personnes interrogées déclarent que la communauté musulmane est tributaire de la bonne volonté des autorités locales. Elles ont donné des exemples qui révèlent que, même lorsque les demandeurs ont le droit pour eux, ils se heurtent à une résistance, qui revêt la forme d'obstacles bureaucratiques supplémentaires ou d'un refus des fonctionnaires locaux d'appliquer les règles.

Difficultés de la lutte contre la discrimination

Les répondants pensent que, souvent, les musulmans ne se sentent pas suffisamment sûrs d'eux-mêmes pour contester les discriminations dont ils sont l'objet. Selon les personnes interrogées, la plupart des cas de discrimination ou d'islamophobie ne seront probablement pas dénoncés. Dans certains cas, cette situation résulte de l'absence de législation contre la discrimination fondée sur la religion. Mais même lorsqu'une telle législation a été promulguée, les personnes interrogées invoquent la nécessité de campagnes destinées à informer les personnes de leurs droits.

L'aide aux victimes de discrimination varie selon les pays en Europe. Dans certains États membres, les entretiens révèlent qu'il existe des organisations de lutte contre les discriminations et de défense des droits de l'homme qui jouissent de la confiance des musulmans et sont à même d'engager des actions contre les discriminations et

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

l'islamophobie. Dans d'autres pays, les répondants ont le sentiment que les plaintes ont peu de chances d'aboutir. Malgré cela, les entretiens confirment que la plupart des musulmans continuent à considérer que la loi est un instrument important de lutte contre la discrimination.

Forces de police et application de la loi

Les exemples cités dans le cadre des entretiens mettent en lumière des tentatives positives de la part des autorités chargées de l'application des lois pour engager le dialogue avec les communautés et développer des relations avec elles dans le cadre de groupes de liaison et de forums communautaires. Les entretiens indiquent que les musulmans veulent apparaître comme des partenaires, qui ont autant intérêt à garantir la sécurité de la communauté que le reste de la société.

Cependant, certains répondants ont le sentiment qu'ils sont plus souvent qu'à leur tour traités comme des suspects par les autorités chargées de l'application de la loi. Les actions policières sont ressenties comme génératrices d'aliénation, en particulier parmi les jeunes. Les répondants se disent aussi contrariés de constater que l'écart entre l'attention accordée, au début, aux actions policières lorsque des musulmans sont concernés et le silence lorsque les personnes arrêtées sont ensuite déclarées innocentes ou relâchées.

Changements au sein même des communautés musulmanes

Les entretiens font apparaître que nombre de musulmans reconnaissent qu'ils doivent s'engager davantage dans la société au sens large, surmonter les obstacles et les difficultés et prendre une plus large responsabilité en ce qui concerne l'intégration. Les répondants soulignent en particulier la nécessité de mettre fin au repli sur soi communautaire et, à cet égard, plusieurs personnes interrogées ont insisté sur l'intérêt de réorienter le discours islamique afin qu'il mette davantage l'accent sur l'intégration, l'engagement et la participation au sein de la société au sens large. Selon elles, il est crucial pour l'approfondissement de l'intégration que la communauté se tourne davantage vers l'extérieur.

Plusieurs personnes interrogées reconnaissent qu'un des défis cruciaux pour les mosquées à l'heure actuelle consiste à se montrer plus ouvertes et plus accessibles aux femmes et plus proches de l'expérience de vie des deuxième et troisième générations de musulmans européens. Les personnes interrogées reconnaissent que les organisations musulmanes doivent améliorer la qualité de leur contribution aux débats qui sous-tendent l'élaboration des politiques. Selon eux, les musulmans s'engagent de plus en plus dans la politique en se présentant aux élections locales et nationales.

Une vision de l'avenir teintée d'optimisme et de pessimisme

Les répondants ont fait état de motifs d'optimisme et de pessimisme en ce qui concerne l'avenir des musulmans dans l'Union européenne. Dans les pays connaissant une communauté musulmane de deuxième et de troisième génération, les répondants ont indiqué qu'ils assistaient à l'émergence d'une nouvelle génération, composée de jeunes progressistes, structurés, de mieux en mieux éduqués, accédant à des postes importants dans la société, cherchant activement une solution aux problèmes sociaux de tous les jours et attachés au développement d'une société multiculturelle juste et fondée sur la cohésion.

D'autre part, de nombreux répondants ont manifesté un pessimisme inspiré par le constat que leur statut social est compromis par ce qu'ils considèrent comme un parti pris des médias et des actes hostiles des gouvernements, par les pressions de plus en plus déraisonnables et les exigences incohérentes exercées sur les musulmans, de la manière dont ils sont traités au quotidien et par l'impact de mesures antiterroristes.

Introduction

À la fin des années 1950 et 1960, les migrations de la main-d'œuvre ont entraîné l'implantation et le développement de nouvelles communautés musulmanes dans plusieurs États membres de l'Union européenne. À l'origine, ces communautés immigrantes se composaient essentiellement d'hommes en âge de travailler et se définissaient principalement par leur fonction économique (les «travailleurs immigrés»), leur couleur de peau ou leur nationalité. Suite à la restriction de la migration principalement économique, dans les années 1970, un processus d'installation et de regroupement familial s'est mis en route. À mesure que les femmes et les enfants rejoignaient les hommes, l'attention s'est portée sur le développement des infrastructures communautaires. Une proportion croissante de la population musulmane est à présent constituée de musulmans de deuxième et troisième générations, nés en Europe. Dans les années 1980, l'Europe du Nord a également accueilli des réfugiés musulmans demandeurs d'asile en provenance d'Afghanistan, d'Iran, d'Irak et du Liban, et ensuite, au début des années 1990, de l'ancienne république de Yougoslavie et de Somalie. Dans certains cas, ces réfugiés étaient des travailleurs qualifiés venant de centres urbains.

Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis, de nombreux musulmans installés dans les États membres de l'Union européenne ont été gravement touchés par un climat difficile, que l'EUMC a décrit en 2001 et 2002 dans plusieurs rapports indiquant que les musulmans étaient devenus la cible d'une hostilité accrue, et ce, en dépit d'initiatives positives, rassemblant des musulmans et d'autres groupes religieux et visant à promouvoir le respect mutuel et à améliorer la participation sociale et l'intégration positive des musulmans dans la société européenne.

La présente étude a pour objet de donner un aperçu sélectif du vécu de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne, de leurs expériences, de leurs préoccupations et de leurs attentes. Elle complète l'analyse menée parallèlement par l'EUMC et intitulée «*Muslims in the European Union – Discrimination and Islamophobia*» (Les musulmans dans l'Union européenne – Discrimination et islamophobie).

Le présent rapport se compose de deux parties. La première décrit le point de vue des personnes interrogées sur la perception qu'ont les musulmans européens des questions relatives à l'identité et à l'intégration, et leur réponse aux sentiments et conceptions de la société dans son ensemble à l'égard des musulmans et de l'Islam. La seconde partie retrace leurs expériences et leurs réactions face aux manifestations d'islamophobie dans différents contextes sociaux, économiques et politiques dans l'Union européenne.

Méthodologie

Le présent rapport a été élaboré sur la base d'entretiens, pouvant durer jusqu'à deux heures, avec des musulmans de dix États membres de l'Union européenne qui comptent une population musulmane significative, à savoir la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, l'Autriche et le Royaume-Uni. Les mêmes questions ont été abordées au cours de chacun des entretiens en suivant une méthodologie commune.¹ Tous les entretiens ont été réalisés de manière anonyme, pour garantir des discussions franches et ouvertes, et les personnes interrogées ont été informées que les citations ne seraient mises en rapport qu'avec l'État membre concerné.

Une première liste d'entretiens a été dressée par l'EUMC. Une grande partie des personnes interrogées venaient d'organisations officielles représentatives des musulmans avec lesquelles les gouvernements des États membres avaient des contacts. Cette liste initiale a été complétée selon les recommandations d'autres organisations musulmanes et d'ONG contactées par les auteurs. Au sein de ce groupe, six personnes venaient d'organisations nationales représentatives des musulmans, une d'une organisation municipale musulmane, six autres étaient actives dans des organisations de défense des droits de l'homme et de lutte contre la discrimination, deux étaient des élus politiques, six travaillaient dans des organisations religieuses et une s'occupait d'une œuvre caritative musulmane. La première série d'entretiens s'est déroulée vers la fin de 2005. Au total, vingt-neuf personnes ont été interrogées au cours de cette période, dont deux au moins dans chacun des dix pays.

Il a été jugé important pour le processus de sélection d'inclure des femmes et des jeunes dans l'échantillon de personnes à interroger. De ce fait, en décembre 2005 et en janvier 2006, lors de la deuxième série d'entretiens individuels, un nouveau groupe de 29 personnes, âgées de 18 à 35 ans ont pris part à ces groupes de discussion, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Plus de la moitié de ces participants étaient des femmes. À côté des questions d'identité, d'appartenance, d'intégration et de discrimination, les groupes ont analysé leur point de vue sur les organisations, les institutions et les «leaders» des communautés musulmanes. Les groupes étaient composés de jeunes actifs dans des organisations locales de jeunes musulmans.

¹ Dans quelques rares cas, les limites de temps imposées par la personne interrogée ont restreint le nombre de questions abordées durant l'entretien.

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

Les personnes sélectionnées pour les entretiens individuels allaient de personnes liées à des institutions et organisations religieuses à des personnes se décrivant comme des musulmans laïcs. L'une des contraintes de la phase d'entretien était la langue. Dans la mesure du possible, les entretiens se sont déroulés en anglais. Le recours à des traducteurs s'est imposé pour quatre entretiens et un groupe de discussion.

L'objectif était de réaliser des entrevues plus longues et plus fouillées avec un échantillon plus restreint de personnes interrogées de dix États membres. En enregistrant et en retranscrivant les entretiens, il a été possible d'atteindre un niveau de détail plus poussé et d'approfondir davantage les choses que ce que permettrait une enquête fondée sur un questionnaire. L'approche visait à permettre aux gens de parler librement de ce qu'ils percevaient comme un problème et de ce qu'ils jugeaient important.

Le rapport ne tente pas de déterminer si les avis exprimés par les personnes interrogées sont «corrects» ou «incorrects», mais uniquement mettre en évidence ce qui inquiète de nombreux musulmans dans l'Union européenne. Les opinions exprimées dans les entrevues ne reflètent pas nécessairement l'avis de l'EUMC (les propos cités de personnes interrogées sont présentés dans des encadrés ombrés).

Par ailleurs, on ne saurait affirmer que les entretiens sont «représentatifs» du point de vue musulman dans l'Union européenne. Cela n'est pas possible en raison de la diversité qui existe au sein de la population musulmane européenne et de l'échantillon restreint de personnes interrogées. En effet, l'un des inconvénients de la méthodologie consistant à sélectionner des personnes actives dans des groupes ou des organisations musulmanes dans les dix États membres concernés est que le rapport est moins susceptible de rassembler les voix de nombreux musulmans européens pour lesquels l'identité «musulmane» est davantage culturelle que religieuse, qui ne fréquentent pas les mosquées et qui ne considèrent pas les organisations politiques ou religieuses musulmanes comme importantes ni même comme présentant un intérêt pour eux. Toutefois, les entretiens présentent un aperçu qualitatif précieux et intéressant des avis, des sentiments, des craintes, des frustrations ainsi que de l'optimisme et de la vision d'avenir que partagent de nombreux musulmans de l'Union européenne.

Partie I: Les communautés musulmanes européennes

La Partie I du présent rapport porte sur la description donnée par les personnes interrogées des organisations des communautés musulmanes dans les États membres de l'Union européenne et les points de vue des jeunes musulmans concernant les activités des mosquées et des organisations politiques musulmanes. Elle analyse ensuite les réponses des personnes interrogées aux questions relatives à l'identité et à l'intégration dans les sociétés européennes et à la manière dont elles sont affectées par des comportements racistes de la population majoritaire, ainsi que par les discours sur l'«assimilation» et les «valeurs incompatibles». Enfin, la Partie I analyse la manière dont les personnes interrogées envisagent l'avenir des musulmans dans l'Union européenne.

Les citations des personnes interrogées sont présentées en *italique* dans des encadrés ombrés.

1. Structure et organisation de la communauté musulmane

1.1 Organisation

Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, les musulmans arrivés dans des pays de l'Union européenne étaient, pour la plupart, des migrants économiques. La majorité d'entre eux sont venus dans l'espoir de retrouver leur famille quelques années plus tard :

«Les premiers migrants étaient très soucieux de conserver la culture et les traditions de leur pays d'origine et parlaient toujours de rentrer chez eux. De ce fait, leur organisation n'était pas politique, socioéconomique ou tournée vers l'intégration, mais reposait sur des groupes ethniques... des groupes d'immigrants soucieux de garder leur intégrité et de préserver leurs traditions. Ils se réunissaient tous les vendredis, mais avaient également besoin d'activités sociales et importaient donc des films et des chanteurs de leur pays d'origine.» (Homme, Danemark)

À mesure que femmes et enfants ont rejoint les hommes, l'attention s'est davantage portée sur la création d'infrastructures communautaires. Le centre en était

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

généralement la mosquée locale qui, dans la plupart des cas, était une salle de prière et servait de salle de classe où l'on enseignait le Coran aux enfants après l'école. Plus récemment, selon les personnes interrogées, quelques mosquées se sont développées, elles ne sont plus de simples salles de prière, mais abritent plus généralement les installations communautaires. Ainsi, par exemple, le *London Muslim Centre*, ouvert en 2003 et rattaché à la Mosquée d'East London, comprend des locaux pour des réunions et des conférences, une bibliothèque, une salle de gymnastique, des installations de formation aux TI et bien d'autres équipements.

Les mosquées fondées par la première génération de musulmans en Europe septentrionale étaient presque exclusivement des lieux réservés aux hommes. Plusieurs personnes interrogées ont indiqué que l'un des principaux défis des mosquées aujourd'hui est de s'ouvrir davantage aux femmes et aux jeunes. En Allemagne, la guerre en Bosnie a été considérée comme un catalyseur pour une coopération accrue entre les différentes mosquées. Selon certains témoignages, cette initiative de coopération est venue des femmes :

«Elle est venue des organisations de femmes, parce qu'avec les femmes, ils ne se demandent pas "si je vais là, ils vont penser que je veux leur demander quelque chose". Les femmes n'ont pas ce problème. Elles y vont et disent "mon frère, nous devons nous unir". C'était pendant la guerre en Bosnie. Personne ne pouvait refuser de coopérer sur la guerre en Bosnie. Quelles que soient les autres mosquées où vous n'alliez pas, vous ne pouviez pas refuser d'aller à la mosquée bosniaque... cela a contribué à développer la coopération dans d'autres domaines, comme l'éducation.»
(Femme, Allemagne)

La langue dans laquelle les prêches et les discussions ont lieu dans les mosquées est considérée comme un obstacle au développement de mosquées multiethniques :

«Nous avons toujours des mosquées fondées sur l'ethnicité. Ceci est dû à la langue. Nous n'avons pas beaucoup de mosquées où les prêches du vendredi sont dits en néerlandais. Si c'était le cas, nous pourrions attirer des jeunes de différentes origines. Nous avons encore beaucoup de mosquées où les offices du vendredi sont célébrés en arabe, en turc ou en urdu.» (Jeune femme, Pays-Bas)

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Une nouvelle génération se rend dans différentes mosquées... Il y a dix ans, cela n'existait pas, mais aujourd'hui, je pense que les gens commencent à aller d'une mosquée à l'autre. Le fait que la plupart des prêches sont faits dans la langue d'origine n'aide pas. Les Turcs parlent turc. Les mosquées arabes commencent à utiliser le français, mais elles sont très rares». (Jeune homme, Belgique)

Les entretiens donnent à penser que l'une des conséquences de la domination des hommes de la première génération dans les mosquées traditionnelles a été le développement d'organisations de femmes musulmanes et de groupes de jeunes musulmans *en dehors* de la structure des mosquées. La France et le Royaume-Uni ont observé, plus récemment, l'émergence d'organisations de défense des musulmans, qui luttent contre le racisme et l'islamophobie. Les entretiens montrent également que le nombre d'organisations musulmanes de la société civile et du secteur bénévole a augmenté de manière constante et que celles-ci s'occupent notamment de l'éducation et des questions sociales.

1.2 Le point de vue des jeunes sur les organisations religieuses

De nombreux jeunes musulmans sont indifférents aux organisations religieuses musulmanes, en particulier les jeunes d'origine turque qui suivent un Islam plus laïc. Les autres qui pensent que ces organisations sont importantes dans leur vie ont néanmoins émis de nombreuses critiques, par exemple en disant que les mosquées ne sont généralement pas en mesure de répondre aux besoins ou aux préoccupations des jeunes musulmans :

«Je ne pense pas que les mosquées fassent ce qu'il faut pour l'instant. Si vous allez à la mosquée ici... tous les prêcheurs parlent de vieilles histoires ou de ce qui s'est passé du temps du Prophète. Ils ne parlent jamais des problèmes actuels, des difficultés que les jeunes rencontrent et des dilemmes qui se posent à eux, de ce qu'ils voient quand ils sortent de la communauté. Un autre problème, selon moi, est que les imams, qui jouent un rôle central dans la mosquée pour l'instant, ne sont pas éduqués en Hollande. Ils viennent généralement de Turquie ou du Maroc et ne connaissent pas vraiment la situation aux Pays-Bas... Ils ne parviennent pas à avoir des contacts avec les gens d'ici.» (Jeune homme, Pays-Bas)

En Allemagne, il a été constaté que les jeunes musulmans ne veulent pas aller à la mosquée et que les mosquées n'ont pas de programme pour les jeunes. Au Royaume-Uni également, l'une des personnes interrogées a déclaré :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Je ne pense pas que les jeunes s'attendent à ce que les mosquées règlent leurs problèmes. Compte tenu de la manière dont elles fonctionnent, les gens les considèrent simplement comme des lieux où l'on se rend pour prier et dont on repart immédiatement, ce qui n'est pas ce que les mosquées sont censées être dans notre communauté... Je pense donc qu'elles ne remplissent pas leur rôle, parce qu'elles ne devraient pas se limiter à un lieu de prière mais être le noyau de la communauté. Les mosquées prêchent les convertis, les gens qui sont déjà religieux et pratiquants et fréquentent la mosquée. Mais les autres se débinent. Notamment parce qu'on attend d'eux qu'ils soient ce qu'ils ne sont pas, ou qu'ils ne s'habillent pas d'une certaine façon, ils ne se sentent pas vraiment les bienvenus.» (Jeune femme, Royaume-Uni)

D'aucuns considèrent que les méthodes traditionnelles d'enseignement des mosquées constituent un problème particulier :

«Selon moi, les mosquées où j'ai grandi ne répondaient pas vraiment aux besoins des jeunes... L'éducation qu'elles dispensaient reposait davantage sur la mémorisation et l'explication de ce qu'est l'Islam plutôt que sur la compréhension de l'Islam et sa présentation de manière adéquate aux jeunes musulmans. Les moyens éducatifs qu'elles utilisaient n'étaient pas modernes. Les méthodes et les moyens étaient rapportés du pays... Les imams ne connaissaient pas la situation des jeunes en Allemagne.» (Jeune homme, Allemagne)

«En gros, ils véhiculent une interprétation réellement horrible, restrictive, culturelle et patriarcale qui te dégoûte. Si je n'avais pas découvert l'Islam par moi-même, je ne pense pas que je serais musulmane aujourd'hui...» (Jeune femme, Royaume-Uni)

La langue parlée dans les mosquées a été pointée par la plupart des groupes comme un élément crucial. Comme le déclare une personne interrogée de nationalité allemande, en Allemagne, les mosquées utilisent, par exemple, le turc, l'arabe ou le bosniaque, mais les jeunes ne parlent pas très bien ces langues. Dans les groupes de discussion, les jeunes musulmans estimaient que les mosquées devaient faire davantage d'efforts pour communiquer avec eux :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Les mosquées n'ont pas grand-chose à offrir aux jeunes, des petites choses comme des activités sportives ou des tables de billard... La génération d'avant y est opposée... ils considèrent que cela ne fait pas partie des activités que la mosquée devrait proposer. Ils ont une perception différente de ce qu'une mosquée doit être. Pour eux, il s'agit plutôt de s'asseoir devant l'imam et de l'écouter. Il n'existe que ce type d'éducation, ce qui exclut toute activité sociale ou autre façon d'occuper son temps libre. Ils ont une vision démodée de l'enseignement de la religion.» (Jeune homme, Allemagne)

«Je continue à croire qu'elle [la mosquée] est un peu isolée de la communauté au sens large et qu'il y a un manque de compréhension... mais les jeunes entrent désormais dans les comités et ils facilitent cet engagement plus large auprès de la communauté.» (Jeune femme, Royaume-Uni)

Une autre personne interrogée, établie au Royaume-Uni, considère que bien que les jeunes commencent à participer à la vie des mosquées, celles-ci ne s'occupent pas de tous les jeunes musulmans :

« ... les livres qu'ils lisent traitent de l'Islam et de rien d'autre. Les autres jeunes musulmans, qui font leurs cinq prières quotidiennes, mais dont le mode de vie n'est pas aussi imprégné par l'Islam, ont le sentiment d'être laissés à l'écart.» (Jeune femme, Royaume-Uni)

Le contrôle et la direction des mosquées suscitent une forte tension. L'ancienne génération est toujours responsable de la mosquée et les participants aux groupes de discussion estiment qu'il importe d'encourager et de faciliter davantage la participation des jeunes :

«Les fondateurs de la mosquée... sont des personnes de la première génération, qui ont peut-être 55, voire 60-65 ans... Ils n'ont pas donné l'occasion aux jeunes d'entrer au conseil. Ils ne comprennent donc pas très bien tout ce qui se passe aujourd'hui aux Pays-Bas et en Europe. Ils regardent toujours la télé, les nouvelles et ce qui se passe dans leur propre pays... Je pense qu'il serait bon qu'ils donnent aux plus jeunes, disons aux 20-25 ans ou même aux gens de 30 ans, qui parlent bien le néerlandais, l'occasion d'entrer dans les conseils des mosquées afin que la communication avec la jeune génération s'améliore dans la mosquée. C'est une grande question en ce moment.» (Jeune homme, Pays-Bas)

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

Il existe également des exemples de mosquées qui ont réussi à communiquer avec les jeunes et qui leur ont fait découvrir l'Islam dans une perspective intéressant leur vie dans l'Union européenne aujourd'hui :

«Dans notre ville, la mosquée internationale a acheté une maison des jeunes. Celle-ci accueille de nombreux jeunes gens qui peuvent venir communiquer entre eux et apprendre les uns des autres. C'est l'un des très rares exemples positifs.» (Jeune femme, Allemagne)

Une autre personne interrogée originaire de France a réagi de manière positive par rapport au rôle de la mosquée aujourd'hui :

«Nous en voyons l'effet dans chaque quartier aujourd'hui. Le français est de plus en plus utilisé dans les mosquées et les autorités publiques commencent à reconnaître le rôle important que jouent les institutions musulmanes. Au cours des récentes émeutes, de nombreuses associations musulmanes ont lancé des appels au calme. Je pense qu'un excellent travail est réalisé.» (Jeune femme, France)

«J'ai grandi dans une communauté musulmane du Bangladesh très soudée, qui est assez patriarcale, culturelle et traditionnelle. Les mosquées étaient un refuge sûr, même pour les jeunes musulmanes et pour les mères. Les imams que nous avions étaient assez bons et ils nous comprenaient très bien.» (Jeune femme, Royaume-Uni)

Les personnes interrogées font état de changements considérables dans la direction des mosquées :

«C'est un changement de génération. Les gens qui ont été élevés ici prennent aujourd'hui la direction ou occupent les postes supérieurs dans les institutions et ils savent ce qui se passe, à la différence de leurs parents ou des fondateurs des institutions.» (Jeune homme, Allemagne)

«Si vous regardez les mosquées, il y a une vingtaine d'années, il n'y avait pas de place pour les femmes, elles n'étaient pas découragées, mais il n'y avait pas d'installations pour les femmes. Les choses changent, c'est plus dynamique, plus innovant, les jeunes sont plus impliqués. Les jeunes entrent dans les comités.» (Jeune femme, Royaume-Uni)

Dans les groupes de discussion, des jeunes musulmans ont été interrogés sur ce qu'ils considéraient être les problèmes majeurs que rencontrent les jeunes

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

musulmans et auxquels les mosquées ne répondaient pas. Parmi les problèmes identifiés figuraient les échanges et les activités de tous les jours, les relations, la sexualité, la criminalité et la drogue. Les jeunes interrogés en provenance des Pays-Bas ont soulevé des questions sur leurs rapports avec la population néerlandaise, au travail ou à l'école :

«Quand vous êtes une femme active, par exemple, différentes questions se posent sur la manière de parler avec les hommes ou de se comporter avec les hommes et les femmes et de participer à des fêtes, au bureau ou lors d'un dîner. Si vous demandez cela à un imam, parce que la tradition veut que la femme ne travaille pas, il n'aura pas de réponse à ce genre de question.» (Jeune femme, Pays-Bas)

L'une des personnes interrogées a indiqué que, de ce fait : «Vous devez trouver vous-même les réponses et traverser de nombreux conflits, des conflits extérieurs avec les gens autour de vous et des conflits intérieurs» :

«Je crois que les imams ne sont pas capables d'apporter les bonnes réponses. Ils se défendent donc en disant : "Non, selon notre tradition et notre culture, tu ne dois même pas penser à aller à un dîner ou à une soirée". Mais ils ne comprennent pas que si tu ne le fais pas, tu vas te retrouver seul, tu vas être celui qui ne rejoint pas le groupe, donc tu n'entreras jamais dans ce groupe» (Jeune homme, Pays-Bas)

D'autres personnes interrogées en provenance des Pays-Bas et du Royaume-Uni pensent qu'il existe toute une série de problèmes qui ne peuvent pas être débattus à la mosquée :

«Être amoureux, la sexualité, sont des thèmes qui posent vraiment problème. Vous ne pouvez pas en parler, quelle que soit la façon dont vous abordez la question, parce qu'on ne discute pas de ces choses-là. Or, ce sont des questions très importantes pour les jeunes.» (Jeune femme, Pays-Bas)

1.3 Le point de vue des jeunes sur les organisations musulmanes

Dans de nombreux pays, des organisations musulmanes se sont rassemblées au sein d'organisations faîtières. Les jeunes musulmans des groupes de discussion d'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni étaient généralement d'avis que les organisations faîtières des musulmans n'avaient pas de contact avec les jeunes ou ne représentaient pas leur point de vue :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Les jeunes musulmans ne se sentent pas représentés. Ces organisations représentatives ne sont qu'une représentation pour le public, mais je crois que les jeunes ont le sentiment que ce sont des coquilles vides. Il ne s'agit que d'un masque.» (Jeune homme, Allemagne)

«Je crois qu'il est assez injuste de prétendre que les leaders devraient représenter l'ensemble de la communauté musulmane ou les jeunes musulmans. C'est assez difficile parce que nous sommes tous tellement différents. Notre point commun est notre religion, mais pour le reste, nous sommes complètement différents.» (Jeune femme, Royaume-Uni)

Au sein du groupe de discussion allemand, des critiques ont été formulées à l'encontre des divisions entre les organisations faïtières, qui manquent d'unité. Au Royaume-Uni, les participants au groupe de discussion avaient des avis très partagés sur la mesure dans laquelle les organisations de coordination pouvaient ou devaient tenter de représenter la communauté musulmane et les jeunes :

«Il y a le MCB [Muslim Council of Britain - Conseil des musulmans de Grande-Bretagne], qui est partout, mais je ne sais pas, je les vois simplement comme un club d'hommes.» (Jeune femme, Royaume-Uni)

«Je pense que c'est une mauvaise représentation du MCB. Il semble qu'ils sont tous Asiatiques, mais le MCB rassemble des gens très différents. Il est en fait assez intéressant de les voir. Nous attendons du MCB qu'il se prononce sur tout et parle pour tout le monde. En fait, je pense que ce qu'ils font, c'est qu'ils prennent certains problèmes et questions majeurs qui touchent la communauté musulmane, et se prononcent dans une certaine mesure sur ces questions, comme la lutte contre le terrorisme ou la guerre en Irak, etc. Nous ne voyons pas le travail qu'ils accomplissent... Je crois qu'ils pourraient faire plus et fournir un meilleur travail... En fait, j'en suis arrivée à me poser des questions sur leurs leaders et sur le fait qu'ils parlent pour nous tous, mais je ne pense pas que ce soit le cas et je ne pense pas qu'ils prétendent réellement le faire.» (Jeune femme, Royaume-Uni)

Une autre Britannique avait le même sentiment au sujet du *Muslim Council of Britain* :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Parfois, ils se sont présentés comme l'instance représentative des musulmans. Lorsqu'ils font défaut, tout le monde se déchaîne contre eux. Mais je crois que, étant donné ce qu'ils sont, à savoir un groupe d'Asiatiques issus de la classe moyenne, ils font du bon travail. Vous ne pouvez pas vous attendre à ce qu'ils soient dynamiques et représentent le point de vue des jeunes parce qu'ils ne sont pas jeunes.» (Jeune femme, Royaume-Uni)

Un autre répondant a laissé entendre que, aux Pays-Bas, les organisations faïtières sont traitées différemment :

«Je pense que la situation est nettement meilleure au Royaume-Uni qu'ici aux Pays-Bas. Elles (les organisations faïtières musulmanes) sont réellement reconnues par le gouvernement. Ici, elles sont reconnues, mais elles ne sont pas considérées comme un acteur dans la communauté.» (Jeune femme, Pays-Bas)

Il a également été signalé que de nombreuses organisations n'ont commencé à s'engager auprès des jeunes musulmans nés en Europe que récemment :

«Pendant longtemps, elles étaient simplement liées à des organisations ou à des mouvements du pays d'origine. Elles ont aujourd'hui compris que leur travail concerne des sociétés européennes et que leur centre d'intérêt principal est en Europe, qu'elles vont rester ici longtemps et qu'elles doivent investir des ressources et du travail en Europe et ne pas se centrer sur ce qui se passe dans leur pays d'origine... Le processus est toujours en cours, ce qui est un progrès pour les musulmans d'Europe. Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir.» (Jeune homme, Allemagne)

En France, aux dires des personnes interrogées, les organisations faïtières commencent à être reconnues :

«Je pense que les musulmans se sentent davantage représentés ces dernières années qu'ils ne l'ont été dans le passé et, en particulier, par le Conseil français du culte musulman (CFCM), créé voici quatre ans. Le CFCM joue un rôle important pour donner de la visibilité et faire accepter l'Islam en France... Mais pour l'instant, il ne représente pas toute la communauté musulmane, essentiellement parce qu'il n'est pas encore très connu.» (Jeune homme, France)

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Je crois que la plupart des musulmans se sentent représentés par les institutions musulmanes, en particulier le CFCM, mais aussi par d'autres associations. L'UOIM (Union des organisations islamiques de France) organise un congrès annuel, par exemple, qui rassemble 100 000 musulmans. Les gens ont donc clairement le sentiment d'être représentés et pensent que ces organisations défendent les intérêts de leur communauté.» (Jeune homme, France)

2 Identité et intégration dans la société

2.1 Perceptions de l'intérieur de la communauté musulmane

2.1.1 Citoyenneté

Il ressort des entretiens que, pour les musulmans, la question de l'identité et de l'appartenance est complexe et revêt de multiples facettes. Les participants ont identifié l'accès à la citoyenneté comme un élément capital du sentiment d'appartenance et d'acceptation. La législation relative à la citoyenneté et à la nationalité varie considérablement d'un État membre de l'UE à l'autre, ce qui à son tour reflète le degré d'appartenance, en tant que citoyens, des musulmans à ces États. Au Royaume-Uni, par exemple, compte tenu de l'héritage historique du colonialisme, la plupart des musulmans ayant migré vers ce pays étaient des sujets ou des anciens sujets de la Couronne et ont pu obtenir la nationalité britannique. En Allemagne, en revanche, les musulmans sont arrivés en tant que «travailleurs immigrés» et, d'après l'expérience des personnes interrogées, ils continuent à se considérer comme tels, même si ce sont des musulmans de deuxième et de troisième générations nés en Allemagne. Les entretiens donnent à penser que le droit à la citoyenneté est une question fondamentale pour les musulmans d'Allemagne. Les personnes interrogées estiment que sur les trois millions de musulmans que compte l'Allemagne, seuls 600 000 possèdent la citoyenneté allemande. Elles insistent sur le fait que les musulmans qui n'ont pas la citoyenneté se sentent comme des résidents de second rang :

«Il existe un fossé entre les musulmans qui ont la nationalité allemande et ceux qui ne l'ont pas, parce les personnes qui n'ont pas la nationalité allemande sont des étrangers. Ils se sentent étrangers. Ils ont le sentiment qu'ils ne peuvent rien faire.» (Femme, Allemagne)

Il est clair que l'absence de citoyenneté va de pair avec un sentiment de vulnérabilité, susceptible d'être exploité par certains. Un Allemand interrogé à cet égard a évoqué le cas de Turcs auxquels les services de sécurité posent de multiples questions détaillées lorsqu'ils demandent le renouvellement de leur visa :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Ils vous disent d'abord que vous n'avez pas le droit de refuser de répondre aux questions. "Vous n'êtes pas dans un tribunal." Dans un tribunal, vous avez le droit de refuser de répondre aux questions. Donc, vous n'avez pas le droit de refuser. "Alors, où allez-vous? Que faites-vous ? Suivez-vous une formation? Pourquoi suivez-vous une formation?"... Ils disent : "Nous allons prolonger votre visa, mais vous devez promettre et signer que vous ne retournerez plus jamais dans cette mosquée, cette communauté, vous ne ferez pas ceci, vous ne ferez pas cela." ... Je connais beaucoup de gens qui ont voulu engager une action en justice pour dénoncer ce comportement ... mais en fin de compte, on leur propose de prolonger leur visa.» (Homme, Allemagne)

«Je vais vous dire honnêtement qu'il y a énormément de personnes qui envisagent de quitter l'Allemagne. Dans une école de Munich, par exemple, 25 pour cent des élèves ont quitté l'établissement parce que leurs parents ont quitté l'Allemagne. Ils sont partis de leur propre initiative, pas par la force. Donc, de nombreuses personnes reconsidèrent les choses.» (Homme, Allemagne)

Parallèlement, les entretiens font apparaître que les musulmans qui ont la nationalité ont le sentiment que leur loyauté envers l'État est constamment mise en cause. L'une des personnes sondées a relaté un incident qui l'a conduit à éprouver le sentiment que même en étant citoyen, on est toujours considéré comme un étranger:

«Un exemple célèbre est celui de Ferestha Ludin, qui voulait devenir enseignante en Allemagne. La presse l'a toujours décrite comme une enseignante venant d'Afghanistan, mais elle était citoyenne allemande. Elle était citoyenne allemande depuis des années, mais aucun journal ne l'a mentionné. Elle était toujours [décrite comme] l'enseignante d'Afghanistan qui voulait enseigner en Allemagne. En fait, vous devez être un [citoyen] allemand pour enseigner dans des écoles allemandes, mais personne ne le sait. Le problème était qu'elle portait le voile.» (Homme, Allemagne)

«Il est presque impossible de dire "je suis allemand et je suis musulman". Donc, si on vous considère comme un musulman, ils ne vont pas comprendre que vous êtes allemand. Ils ne peuvent pas comprendre. Comment peut-elle être allemande alors qu'elle est musulmane ?... Ils pensent toujours que vous venez de loin, que vous êtes étrange, que vous êtes différent.» (Femme, Allemagne)

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

Les personnes interrogées ont décrit des cas où des fonctionnaires considéraient la participation ou l'affiliation à une organisation musulmane comme incompatible avec la citoyenneté européenne :

«Mais, c'est... un parti démocratique officiel qui dirige un État démocratique, qui est censé être un membre potentiel de l'Union européenne. Comment peuvent-ils demander si vous en êtes membre ? Et si oui, qu'est-ce que cela signifie ? Finalement, ils ont supprimé la question parce qu'elle était très controversée et que les médias en ont parlé. Cependant, cet incident illustre le changement qui s'est opéré dans la façon de penser depuis le 11 septembre, à savoir qu'un croyant est subitement considéré comme inapte à devenir citoyen, ce que personne n'aurait dit il y a quelques années.» (Homme, Allemagne)

Ces dernières années, la législation danoise a été modifiée pour rendre plus difficile l'obtention de la citoyenneté pour les personnes vivant déjà dans le pays. Les personnes interrogées interprètent cette évolution comme un signal clair de la société danoise qu'ils ne sont pas les bienvenus.

En Espagne, où la population musulmane est, en règle générale, composée d'immigrants de première génération, les personnes interrogées ont indiqué que le gouvernement avait essayé de régulariser le statut de résident des immigrants en situation illégale. Les musulmans interrogés ont comparé les mesures prises par le gouvernement espagnol précédent, qui avait essayé d'accroître l'immigration en provenance d'Amérique du Sud, avec celles du gouvernement actuel, qui a rouvert la porte à l'immigration en provenance du Maroc. Selon les personnes interrogées, les musulmans d'Espagne considèrent que le gouvernement actuel est plus favorable aux musulmans.

2.1.2 Évolution de la perception de la situation par les différentes générations : la première génération

Il existe manifestement des différences générationnelles considérables dans la perception par les musulmans de leur relation avec la société en général. Les personnes interrogées installées dans le nord de l'Europe observent que la première génération d'immigrants a fait le voyage jusqu'en Europe physiquement, mais pas mentalement :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«La première génération n'est venue ici que pour travailler et rentrer chez elle, peut-être qu'elle ne peut pas avoir un sentiment d'appartenance... Malheureusement, ils peuvent rester des étrangers jusqu'à la fin de leur vie... Je pense que la personne née en France, qui a vécu en France et qui ne connaît que la France, se sent partie intégrante de la société française.» (Homme, France)

Le regroupement familial a eu pour conséquence que la première génération, dont les membres étaient arrivés en Europe comme travailleurs invités, a été suivie dans l'Union européenne par une génération composée d'enfants plus âgés. Plusieurs personnes interrogées ont qualifié ce groupe de «génération perdue» :

«... souvent, ils n'étaient ni membres de la société dans laquelle ils vivaient, ni acceptés, ni intégrés, ni membres à part entière de leur pays d'origine. Ils ont commencé à perdre leur langue maternelle sans apprendre la langue du pays dans lequel ils vivaient.» (Homme, Autriche)

Pour une autre personne interrogée, c'est la génération qui a connu les formes les plus directes et les plus aiguës de discrimination :

«...une discrimination en classe de la part des autres élèves tandis que les professeurs ne voulaient pas ou ne pouvaient pas comprendre les problèmes qu'ils rencontraient. La société doit désormais faire face aux conséquences de l'absence de soutien en faveur de cette génération.» (Homme, Belgique)

2.1.3 Évolution de la perception de la situation par les différentes générations : la deuxième génération

Il ressort des entretiens que les musulmans de la deuxième génération, nés en Europe, se distinguent en fonction de leur degré d'identification en tant que musulmans. L'un des groupes qui forment cette deuxième génération est celui des musulmans qui développent une identité musulmane consciente en opposition avec la société européenne :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Ils sont passés par un processus qui connaît certaines limites, c'est-à-dire qu'ils ont redécouvert, non pas l'identité véritable de la foi, de la croyance et du mode de vie islamique mais, je dirais, une forme d'identité qui les a conduits à redécouvrir l'identité islamique, mais par opposition à la culture et à l'identité occidentales.» (Homme, Italie)

Cependant, un autre groupe affirmant son identité religieuse a pris conscience de la nécessité de penser l'Islam dans le contexte du pays d'accueil. Une question fondamentale pour ce groupe est la mesure dans laquelle la société est prête à accepter la différence et à leur permettre d'exprimer une identité religieuse :

«La mentalité française peine encore à accepter que la société a changé, qu'elle s'est diversifiée. Les gens n'ont toujours pas accepté les autres. Il faut être comme eux. Mais que veut dire "être comme eux" ? L'histoire pèse lourd dans ce contexte. Les relations entre la France et ses anciennes colonies jouent encore un rôle important. Il existe toujours un complexe de supériorité, en dépit du fait que nous ayons vécu ensemble, que nous ayons grandi ensemble, que nous ayons fréquenté les mêmes écoles et vécu dans les mêmes quartiers. Mais il y a toujours une différence entre eux et nous. Ils nous regardent toujours comme si nous étions étrangers et non pas français. Sur le plan de la législation, les différences sont moins évidentes, étant donné que la loi ne fait pas de distinction entre les citoyens du pays. Le vrai problème se situe au niveau de l'individu et des mentalités individuelles.» (Homme, France)

Il semblerait, d'après les entretiens, que les musulmans de ce groupe ont souvent le sentiment que, pour appartenir à la société, ils doivent s'assimiler :

«La société a demandé à la deuxième génération d'immigrants de s'intégrer et ils l'ont bien fait. À de nombreux égards, nous respectons la France plus que les Français de souche, mais que veulent-ils de plus? Est-ce qu'on nous demande de retirer notre religion de l'équation, de boire comme eux, de manger ce qu'ils mangent ?... Si les gens ne sont pas prêts à accepter ces simples différences, alors je pense que chacun restera chez soi et que le fossé entre nous, qui avait commencé à se fermer il y a 20 ou 25 ans, va se creuser à nouveau de plus en plus... Nous avons probablement fait tout ce que nous pouvions : j'ai des qualifications, je travaille, je vis comme un Français moyen, mais je ne suis pas sûr d'être un Français aux yeux de mes compatriotes.» (Homme, France)

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«La question qui se pose n'est pas "est-il possible" d'être un musulman français ? La question est la suivante : "la France peut-elle accepter qu'un musulman français soit à la fois Français et musulman ?" C'est là toute la question en France en ce moment.» (Homme, France)

Les entretiens confirment que, pour certains, l'appartenance ethnique est un marqueur de l'identité plus important que la religion. D'après les réponses, c'est particulièrement le cas pour les Turcs et les Kurdes. Toutefois, les entretiens laissent entendre que pour nombre de musulmans, l'interaction entre identité ethnique et religieuse est complexe. Ainsi, les personnes interrogées soulignent que pour de nombreux Arabes et Pakistanais, le fait d'être musulman est considéré comme faisant partie intégrante de l'identité ethnique. Par ailleurs, des personnes interrogées soulignent que cette interaction complexe entre identité ethnique et religieuse est renforcée par le fait que, dans plusieurs pays, musulman est synonyme d'appartenance à un groupe ethnique particulier dans le discours public : les Arabes du Maghreb en France, les Pakistanais et les Bangladeshis au Royaume-Uni, les Marocains en Belgique et aux Pays-Bas, et les Turcs en Allemagne:

«Je suis citoyen allemand depuis mes 18 ans, je n'ai pas la nationalité turque. Si vous demandiez à des Allemands, ils seraient nombreux à me décrire comme un Turc ayant un passeport allemand. C'est une expression que vous entendez très souvent en Allemagne... Pourquoi ? Parce que je n'ai pas un nom allemand typique et que s'ils savent que je ne suis pas chrétien, dans la tête de nombreux Allemands, cela m'empêche d'être un vrai Allemand. ... Donc, je me sens allemand, mais en réalité, pour beaucoup de gens, je ne suis pas un Allemand à part entière.» (Jeune homme, Allemagne)

«Je suis stupéfait que, dans mon propre cercle d'amis, des gens très éduqués commencent par dire "vous, les musulmans" et je dois toujours leur dire "pardon, mais de qui parlez-vous ?" Avons-nous deux cornes et une queue? Qui suis-je ? Je ne prie pas et ne fais pas le ramadan, alors pourquoi dites-vous "vous, les musulmans"... Dans l'esprit danois, il n'y a pas de différence entre un Turc, un Marocain ou quelqu'un d'autre, ils sont tous musulmans et, en tant que tels, un problème pour la société. Dans ces discussions, et elles sont très nombreuses, ils disent toujours "ces musulmans" et je leur demande toujours "de qui parlez-vous ? des Pakistanais, des Turcs, des Marocains, des Bosniaques, des Bangladeshis?" Ils mettent tout le monde dans le même panier et sur celui-ci est écrit "problèmes".» (Homme, Danemark)

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

Même parmi les participants pour lesquels la religion constitue une partie importante de leur identité, il existe également un besoin d'être considéré comme plus qu'un simple musulman :

«La première question porte sur le fait de savoir si vous êtes musulman ou non. Donc, tout est axé sur le fait d'être musulman. Ils se fichent de savoir que je suis enseignant ou père ou grand-père, si j'ai des enfants. La chose la plus importante pour eux est le fait que je sois musulman. Ils veulent savoir quel type de musulman je suis. Es-tu un musulman libéral? Es-tu un fondamentaliste ?» (Homme, Pays-Bas)

Les entretiens suggèrent que la plupart des musulmans considèrent les deuxième et troisième générations comme beaucoup mieux intégrées que la première dans la société à de nombreux égards, qu'il s'agisse de la capacité de communication, des connaissances ou de la compréhension de la société. Cependant, les attentes de la deuxième et de la troisième générations sont aussi plus grandes :

«[Ils sont] plus en colère que leurs aînés, parce que les aînés étaient reconnaissants qu'on ne s'occupe pas de leurs affaires et les jeunes se font entendre et veulent avoir des droits.» (Homme, Danemark)

2.1.4 L'impact de l'islamophobie et du racisme sur l'intégration

Pour les musulmans, il est clair qu'un sentiment d'appartenance est intimement lié au traitement que leur accorde, selon eux, la société. Les entretiens indiquent que les musulmans considèrent que le racisme, l'islamophobie, la discrimination, la marginalisation socioéconomique et l'absence d'acceptation des musulmans par la société sont responsables du mécontentement. Les personnes interrogées originaires du Danemark, d'Allemagne, de France et des Pays-Bas ont toutes formulé des commentaires similaires sur ce point :

«Quand on parle d'attachement affectif, je pense que de nombreuses minorités ethniques musulmanes se sentent dévalorisées, qu'elles ne sont pas acceptées et, lorsque vous n'êtes pas accepté, il y a un moment où vous tournez le dos. Donc, je pense que ce processus de désintégration n'est pas le fait des minorités ou des communautés musulmanes, mais celui de la société majoritaire qui a refusé de les accepter, de leur donner une place dans leur société... La plupart des musulmans pensent que c'est leur pays maintenant, qu'ils y vivent et qu'ils en font partie... mais ils sont vraiment en colère.» (Homme, Danemark)

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Je suis né et j'ai été élevé ici... Je peux vous dire que, depuis très jeune, j'ai toujours voulu faire partie de cette société, mais en fin de compte, j'ai compris que ce n'est pas moi qui décide. Même si je décide de faire partie de cette société, je ne peux pas y parvenir tant qu'ils ne m'acceptent pas. Finalement, de nombreux jeunes, la deuxième génération, la troisième génération, ont d'énormes difficultés à se sentir membres de la société.» (Homme, Allemagne)

«Au fond, la communauté musulmane française se sent totalement intégrée et considère qu'elle fait réellement partie de la société française. Elle vit comme les Français et il existe peu de différences entre être français ou être musulman pour les musulmans de France. Cependant, en raison de l'islamophobie et des actes haineux à l'encontre de la communauté musulmane, la société et le contexte font qu'ils se sentent exclus et en dehors de la communauté française.» (Jeune femme, France)

«Je pense que si vous stigmatisez un groupe... si vous ne leur donnez pas de travail, si vous les laissez vivre dans des ghettos, si vous continuez à les stigmatiser et que vous les empêchez de vivre, quelle qu'en soit la raison, je pense que [des émeutes] peuvent se produire. Pas dans un avenir proche, parce que nous avons encore des chances, nous pouvons encore étudier, nous pouvons encore trouver un emploi, mais vous voyez que certains quittent les Pays-Bas parce qu'ils trouvent que ce climat ne leur convient pas... Toutes les personnes éduquées pourraient quitter le pays pour cette raison.» (Jeune femme, Pays-Bas)

Les entretiens font apparaître que les mesures que prend l'État sont vues par les musulmans comme leur étant spécifiquement destinées et que cela accroît leur sentiment d'aliénation. Les personnes interrogées soulignent que l'interdiction des symboles religieux, comme le voile dans les écoles, est ressentie par les musulmans comme un signal clair qu'ils ne peuvent pas faire partie de la société à cause de leur religion.

Au Danemark, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, les personnes interrogées indiquent que, au cours des cinq dernières années, les politiques et les discours publics ont eu un impact négatif sur le sentiment d'appartenance. Selon certaines d'entre elles, même si elles avaient auparavant le sentiment de faire partie de la société, elles se sentent à présent de plus en plus étrangères et rejetées. Selon d'autres, l'expérience de la discrimination et de la marginalisation sociale et économique exacerbe le sentiment de désaffection, ce qui conduit les communautés musulmanes à se tenir sur la défensive et les incite à se replier sur elles-mêmes :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Il y a quelques années, lorsque nous interrogeons les jeunes d'ici, notamment ceux issus de la communauté turque, ils déclaraient : "nous faisons partie de cette société, nous resterons ici et nous nous considérons comme faisant partie de cette société". Mais cette position n'est plus celle des jeunes d'aujourd'hui. Ils ont changé. Ils sont en colère contre la politique qui est menée, contre la manière dont ils sont traités par la majorité de la population.» (Homme, Allemagne)

«Vous aurez deux types de points de vue au sein de la communauté musulmane. D'une part, ceux qui seront ouverts à la discussion avec les différentes communautés ou avec des ONG ou toutes les organisations désireuses d'améliorer la situation des musulmans de France. Et de l'autre, vous aurez ceux qui en ont assez de cette situation et qui ne veulent plus dialoguer.» (Homme, France)

«Il y a quelques années, les jeunes se sentaient ici chez eux. Lorsque nous allions au Maroc, dans mon cas, je disais : "C'est une destination de vacances ; ce n'est pas mon pays. Je ne m'y sens pas chez moi". C'est ici [Pays-Bas] que je me sentais chez moi... Mais depuis quatre ou cinq ans, et en particulier à l'heure actuelle, ils ne vous font pas sentir chez vous. Vous savez, le Maroc n'est pas mon pays parce que je n'y vis pas. J'ai toujours vécu ici.» (Jeune femme, Pays-Bas)

«Toute la législation qui est adoptée, tous ces trucs sur l'immigration et sur la citoyenneté, cela vise les musulmans. Je suis désolée de le dire. Personne ne se demande comment les Australiens vont passer les examens de citoyenneté. Je pense qu'une grande partie de l'islamophobie provient du fait que les musulmans sont perçus comme «un problème» du point de vue de l'ordre public et sur le plan socioéconomique, qu'ils ne s'en sortent pas très bien à l'école et qu'ils sont un "fardeau pour l'État".» (Femme, Royaume-Uni)

2.1.5 Développement d'un discours islamique d'intégration

Il ressort des entretiens qu'un débat a lieu entre un nombre croissant de musulmans sur la nécessité pour ceux-ci de s'engager davantage dans la société en général et d'assumer une plus grande responsabilité dans l'intégration. Certaines personnes interrogées sont d'avis que l'élaboration d'un discours islamique d'intégration est

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

crucial pour la participation à la société en général. D'autres pensent que les musulmans se replient parfois trop rapidement sur leur communauté ethnique ou religieuse, mais elles remarquent également que la position défensive de la communauté musulmane commence à être contestée de l'intérieur :

«Ces dernières années, les communautés musulmanes ont essayé de montrer qu'elles font partie de la société et que si quelque chose de mauvais arrivait, c'était mauvais pour les musulmans. Il y a deux ans, lors des inondations en Allemagne, certaines mosquées ont collecté de l'argent pour les victimes des inondations afin de montrer qu'elles font partie de la société allemande. Mais, d'un autre côté, tous les musulmans ne s'intéressent pas à ce genre de choses. Certains disent qu'ils ne sont pas intéressés parce qu'ils ont leurs propres problèmes dans les mosquées et qu'ils ne peuvent pas communiquer avec la société. Ils disent qu'il vaut mieux donner de l'argent à des communautés musulmanes en dehors de l'Allemagne.» (Homme, Allemagne)

Une Autrichienne interrogée estime que ses camarades musulmans ont le sentiment de faire partie de l'Autriche et qu'ils sont tenus de réfléchir aux problèmes de la société autrichienne, comme l'environnement, de sorte qu'il existe à présent une opportunité réelle de participer davantage à des actions d'intérêt commun dans la vie de tous les jours :

«Lorsque l'Autriche a été frappée par les inondations l'an dernier, par exemple, de nombreux musulmans ont donné de l'argent pour la reconstruction des villages inondés. De nombreux jeunes musulmans se sont portés volontaires pour aider à reconstruire ces villages.» (Femme, Autriche)

Les organisations musulmanes considèrent qu'il est capital pour la poursuite de l'intégration que les communautés s'ouvrent vers l'extérieur et que les musulmans considèrent comme leurs problèmes les inquiétudes, les différends et les questions auxquels la société en général est confrontée.

2.1.6 Intégration ou assimilation ?

Nombre de musulmans reconnaissent les efforts déployés par les décideurs et les hommes politiques pour soutenir l'intégration :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Actuellement, une campagne lancée par les médias allemands vient de démarrer en Allemagne, sur le thème "Du bist Deutschland!" (Vous êtes l'Allemagne !), accompagnée de différents spots et annonces publicitaires. De nombreuses personnalités allemandes s'expriment au sujet du programme "Vous êtes l'Allemagne!", et certains immigrants et personnes n'étant pas complètement d'origine allemande participent à cette campagne. La société allemande, les médias en tout cas, agissent.» (Jeune homme, Allemagne)

Toutefois, dans certains cas, les personnes interrogées soulignent que même ceux qui pensent soutenir l'intégration partent parfois du postulat que la religion est un obstacle à l'intégration :

«Les gens ont oublié que l'intégration va dans les deux sens. Aujourd'hui, elle est uniquement axée sur le musulman... Tout ce qui se passe s'adresse aux musulmans et les musulmans sont toujours mis dans une position qui les obligent à se défendre, c'est un groupe à problèmes. Je pense que l'intégration est un processus à double sens, qui doit aussi se centrer sur le groupe néerlandais, mais ce n'est pas cela qui se passe. Peut-être que la loi change, mais toujours de manière négative pour les musulmans. Comme quand vous voulez vous marier et amener votre conjoint ici. Cela touche toujours les musulmans.» (Jeune femme, Pays-Bas)

Certaines personnes interrogées sont conscientes du fait que lorsque l'on parle d'«intégration», en réalité, on pense souvent «assimilation». Les entretiens montrent que les musulmans voient avec inquiétude cette association entre assimilation et intégration :

«C'est vers cela que nous tendons. Si vous dites "je veux pratiquer ma religion", la réponse est "nous ne voulons pas que vous pratiquiez votre religion. Nous voulons que vous soyez comme nous, que vous mangiez du porc, etc. Pour faciliter les choses, nous ne voulons rien de spécial, soyez juste comme nous." C'est un message très, très fort qui a été transmis.» (Homme, Allemagne)

«L'idée est répandue selon laquelle lorsqu'on vit au Danemark, on doit boire de la bière, manger des saucisses et saluer la reine. L'idée générale est que votre ethnicité repose sur le pays où vous vivez, même si vous avez vécu en tant qu'individu au Danemark. Ils disent toujours qu'il vous respectent en tant qu'individu et qu'à ce titre, votre identité vous regarde.» (Homme, Danemark)

«Ici à Rotterdam, le président du parti [au pouvoir] parlait d'intégration et d'assimilation. Il a dit : "Pour moi, l'intégration c'est que les gens soient au moins assimilés dans ce pays". C'est sa vision de l'intégration. Je pense que la plupart des Néerlandais pensent comme lui. Ils veulent l'assimilation, mais disent que les musulmans doivent s'intégrer. Mais qu'est-ce que l'intégration ? Comment dois-je m'intégrer dans ce pays, ils n'en parlent pas. S'il s'agit de parler la langue, nous parlons leur langue. S'agit-il de travailler ou de prendre part à la société? Nous le faisons aussi. Mais ils veulent nous assimiler et nous ne le voulons pas.» (Jeune femme, Pays-Bas)

2.1.7 Valeurs «incompatibles» faisant obstacle à l'intégration

Au cours des entretiens, les personnes interrogées ont reconnu que de nombreux musulmans utilisent également un discours qui tend à démarquer les musulmans de la société en général en parlant de valeur incompatibles :

«Cela dépend de la tendance de l'Islam que le jeune suit. Certains musulmans considèrent que tout est fondamentalement incompatible... Je pense que cela dépend de la perception que l'on a de l'Islam, laquelle influence la manière dont on envisage la compatibilité avec les valeurs britanniques.» (Jeune femme, Royaume-Uni)

L'une des personnes interrogées a fait remarquer que, paradoxalement, dans leur attitude vis-à-vis de la sexualité, du mariage et de la vie conjugale, de nombreux musulmans, surtout ceux qui vivent dans des États membres essentiellement méridionaux/méditerranéens, considèrent que leurs valeurs sont plus conformes à celles de la société en général que dans les États membres du nord de l'Europe. Les personnes interrogées font remarquer que certains musulmans pensent que le sentiment d'exclusion, le fait de ne pas être accepté, est renforcé non pas par le fait qu'ils défendent des valeurs différentes de la majorité de la société, mais parce que la défense de ces valeurs est utilisée pour les définir comme des étrangers et remettre en cause leur droit d'appartenir à la société et de participer à des débats sur la nature et la forme de la société. Aux Pays-Bas, une personne interrogée a mentionné un leader d'opinion qui affirmait que la société néerlandaise peut accepter le conservatisme de la part des chrétiens car, aux Pays-Bas, il y a beaucoup d'hommes politiques chrétiens qui se prononcent au sujet des homosexuels, par exemple :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Il a indiqué qu'il pouvait accepter ce point de vue d'un chrétien néerlandais parce qu'il est Néerlandais et que ses parents et grands-parents ont construit cette culture. Mais il ne pouvait pas l'accepter de l'imam parce qu'il ne le considère pas comme égal à un Néerlandais. Les musulmans sentent qu'ils ne sont pas autorisés à exprimer des points de vue différents de ceux de la majorité. Si vous entamez une discussion sur la prostitution, par exemple, la réaction sera: "Tais-toi! Tu es venu ici et tu es un invité, mais tu dois accepter ce qui se passe ici. Si tu n'es pas d'accord, tu peux t'en aller."» (Homme, Pays-Bas)

Les entretiens montrent que, dans de nombreux cas, les personnes interrogées considèrent que leurs propres valeurs sont assez compatibles avec les valeurs européennes :

«Pour l'instant, je lis un livre de philosophie et il est assez surprenant de voir qu'un grand nombre des philosophes grecs se battent pour la justice, l'équité et la droiture, ce que prêche l'Islam. En fin de compte, la seule chose qui compte à l'heure de notre mort est la manière dont nous avons traité les autres, la justice et la droiture. En ce sens, je pense que tous les gens bien veulent la même chose. Un de mes amis, qui est un musulman très strict, lit des livres de Dickens parce qu'il a écrit sur la justice, qu'il est incroyable et que tous ses livres parlent de justice et de droiture. Je pense que la partie du monde dont on vient n'a pas d'importance, je pense que l'important ce sont toutes les petites choses que nous cherchons tous et que, de ce point de vue, les valeurs britanniques et celles de l'Islam sont en fait très similaires.» (Jeune femme, Royaume-Uni)

2.1.8 L'invisibilité des musulmans dans les institutions publiques

Au cours des entretiens, il a été indiqué que l'absence de musulmans dans les principales institutions et organisations publiques rend plus difficile l'identification avec ces institutions. Il ressort des témoignages qu'il est difficile d'éveiller un sentiment d'«appartenance institutionnelle», d'attachement à des institutions politiques et juridiques essentielles, et le besoin psychologique plus profond auquel cela répond, lorsque ces institutions sont perçues comme des «zones fermées aux musulmans» :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Les musulmans ne sont pas représentés dans les institutions, ni dans la société civile, ni dans les institutions gouvernementales, ni au parlement. Ils sont largement sous-représentés dans toutes ces institutions. Il y a très peu de signes d'acceptation des musulmans dans la communauté et dans la société en général.» (Homme, Allemagne)

«Nous pourrions parler de vraie réussite lorsque la présence de musulmans à tous les niveaux de la société sera considérée comme une chose normale. Il s'agira alors d'un succès.» (Homme, France)

Certains États membres de l'UE sont perçus par les musulmans interrogés comme ayant plus de succès dans ce domaine que d'autres :

«Lorsque vous regardez la télévision, toutes les personnes qui y travaillent sont pratiquement autrichiennes, quand on regarde la police ou la fonction publique, il n'y a pas le mélange que l'on trouve dans de nombreuses sociétés multiculturelles comme les Pays-Bas ou le Royaume-Uni, où vous voyez un musulman qui présente les informations.» (Homme, Autriche)

2.1.9 La reconnaissance de la contribution des musulmans à la société

Les personnes interrogées pensent que les contributions des musulmans à la société ne sont pas reconnues dans les débats et discussions à l'échelle nationale. Selon elles, la reconnaissance de la contribution de la civilisation islamique à la civilisation mondiale et à la civilisation européenne est faible. La relation qui est généralement faite de l'histoire européenne et qui prédomine dans le discours populaire de la plupart des pays ignore la participation et la contribution des musulmans à la société européenne :

«...lorsque la civilisation européenne s'est développée et a atteint le haut Moyen Âge, il n'existait pratiquement aucun domaine du savoir ou aucune forme d'art, qu'il s'agisse de littérature ou d'architecture, qui ne soit pas influencé par l'Islam. Le savoir islamique est ainsi devenu partie intégrante de la civilisation occidentale.» (Homme, Italie)

Les personnes interrogées ont le sentiment que l'interprétation dominante des Croisades est celle où les croisés sont les «bons» et les Sarrasins – les Turcs, les musulmans – sont les «mauvais». Ils affirment que l'histoire des musulmans du sud-est de l'Europe, l'empire ottoman, est soit ignorée soit enseignée comme une menace pour l'Europe et non comme une partie de l'histoire de l'Europe.

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

En France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, les personnes interrogées ont affirmé qu'il est important de bien comprendre le passé colonial de ces pays pour comprendre la présence des communautés musulmanes qui y vivent aujourd'hui. Bon nombre d'entre elles ont le sentiment qu'il n'y a pas de reconnaissance du rôle que les immigrants musulmans ont joué dans la Deuxième Guerre mondiale et dans la reconstruction des pays d'Europe du Nord pendant l'après-guerre :

«Ils nient la contribution des musulmans et des arabes à la société française. Un chercheur de Bordeaux a fait sa thèse sur la présence de musulmans en France depuis le Moyen Âge. Il démontre que l'Islam et le christianisme ont cohabité dans le sud du pays. Mais on n'en trouve pas de trace dans les livres d'histoire. Et aucune mention n'est faite du rôle que nous avons joué dans le boom d'après-guerre et le développement du pays ou dans la Libération. Les Nord-Africains faisaient partie de la première armée française arrivée dans le sud en provenance d'Afrique du Nord. C'est une question politique dans cette partie du monde, parce que de nombreuses personnes vivant ici sont des pieds-noirs d'Algérie, qui nous détestent profondément. Donc, lorsqu'il est question de commémorations officielles de la Libération et de l'Armistice, ils ne font aucun effort pour reconnaître le rôle que nous avons joué dans ces événements.» (Jeune femme, France)

«En réalité, il n'y a aucune reconnaissance, pas même la plus élémentaire. La contribution de nos grands-parents à la dernière guerre n'a jamais été reconnue. Des villes entières ont été libérées par des musulmans. On n'en parle jamais. La France a été reconstruite par des musulmans qui ont été ramenés d'Afrique et n'ont aucun droit. Les anciens combattants ont dû se battre pour obtenir une pension, alors que les soldats français sont traités comme des héros. Il n'y a vraiment pas de reconnaissance. Et puis les Français adoptent cette loi, qui est une réelle insulte, la loi qui reconnaît la valeur de la colonisation.» (Jeune homme, France)

En Espagne, en revanche, les personnes interrogées ont le sentiment que l'identité multiculturelle du pays ainsi que la période de son histoire passée sous domination musulmane ont créé un espace dans lequel s'est développé un sentiment d'identité musulmane espagnole :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Je pense que l'Islam occupe une place à part dans la société en raison du passé... L'Espagne n'est ni la France, ni l'Italie, ni l'Angleterre. Quand on regarde les coutumes, par exemple, ou la géographie, les routes, l'espagnol regorge de mots arabes et islamiques, et la poésie et l'architecture font partie de notre âme, de l'âme espagnole musulmane.» (Homme, Espagne)

Mais, même en Espagne, les personnes interrogées indiquent que, dans les débats publics, une distinction claire est souvent opérée entre la culture islamique mauresque, qui était considérée comme faisant partie du patrimoine espagnol, et la religion islamique. Selon les personnes interrogées, cela donne aux musulmans le sentiment que l'Espagne est réticente à voir l'Islam, en tant que religion, comme une partie de l'identité actuelle de l'Espagne.

Pour la communauté musulmane traditionnelle en Grèce, il est clair que la question de l'identité et de l'appartenance est totalement différente de celle des migrants musulmans récents en Grèce ou des migrants musulmans ailleurs dans l'Union européenne. Les Grecs interrogés soulignent qu'un aspect important pour cette communauté réside dans la reconnaissance de leur identité ethnique.

2.2 Point de vue des musulmans sur la perception de l'Islam et des musulmans par la société en général

D'après un grand nombre de personnes interrogées, les musulmans ont le sentiment que le public comprend mal la nature et la dynamique des communautés musulmanes. Selon elles, la diversité ethnique de ces communautés est très peu reconnue, de même que la diversité des traditions et des courants au sein de la communauté musulmane. Les personnes interrogées sont d'avis que, dans les discours publics, l'Islam est toujours considéré comme largement monolithique et rigide.

Les répondants estiment que les médias et les politiciens jouent un rôle majeur dans la création de stéréotypes sur les musulmans. Souvent, ces deux acteurs se renforcent mutuellement :

«Je reviens toujours sur les médias, parce que c'est des médias que M^{me} Jones reçoit ses informations. Elle ne connaît pas son voisin, elle ne lui dit pas bonjour, mais elle lit le journal qui dit qu'un homme lui ressemblant est dangereux. Donc, le voisin devient un homme dangereux. De ce fait, la déclaration politique transmise aux médias a un rapport avec cette perception.... Ils considèrent l'Islam comme punitif, violent, militant,

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

incompatible avec le mode de vie occidental et aussi comme une menace. Ils ne considèrent pas seulement l'Islam comme incompatible, mais aussi comme une menace, une menace culturelle et sociale pour l'ensemble de la société danoise.» (Homme, Danemark)

«Tout au long de l'histoire, et de l'histoire ottomane en particulier, il y a toujours eu un conflit entre la chrétienté et l'Islam. Il existe donc une peur innée de l'Islam, profondément enracinée dans de nombreux pays européens.» (Homme, Autriche)

La suspicion peut être une conséquence de l'ignorance. Une personne interrogée révèle qu'en Allemagne, par exemple, les mosquées se situent généralement dans les zones industrielles plutôt que dans le centre des villes. Souvent, elles occupent de vieux bâtiments d'usines. Il en résulte qu'elles peuvent sembler cachées et suspectes, suscitant l'impression que les musulmans ont quelque chose à dissimuler:

«De très nombreux Allemands ont l'impression qu'on fabrique des armes dans les mosquées ! Vraiment ! C'est ce qu'ils pensent réellement. Ils pensent qu'on a quelque chose à cacher et que s'ils vont voir les mosquées, un grand nombre d'entre elles seront fermées. En fait, c'est parce qu'elles ont été construites dans des quartiers où l'on trouve essentiellement des usines et des commerces qui, comme vous le savez, ne se situent pas dans le centre des villes ; les portes sont donc fermées. On ne peut donc pas les voir, ce qui suscite une réelle hostilité et génère une sensation de non appartenance des deux côtés.» (Homme, Allemagne)

Les entretiens ont permis d'identifier plusieurs récits dominants qui mettent en lumière un point commun sous-jacent à tous ces récits, à savoir que les musulmans sont considérés comme une menace ou un danger pour la société. Ces points de vue sont les plus répandus dans les pays d'Europe du Nord, dans lesquels, selon les personnes interrogées, l'émergence d'une deuxième et d'une troisième générations de musulmans démontre très clairement que les musulmans ne peuvent plus être considérés comme un groupe de migrants temporaires ou comme des travailleurs immigrés, mais comme faisant partie de la société de façon permanente. Les quatre thèmes dominants sont décrits ci-dessous.

2.2.1 Les musulmans en tant que menace pour les valeurs européennes

Les personnes interrogées indiquent qu'aux Pays-Bas, Pim Fortuyn s'était fait l'écho de ceux qui, dans la société néerlandaise, percevaient les valeurs de l'Islam comme une menace pour le caractère libéral de ladite société. En France, les personnes interrogées pensent que les musulmans sont perçus comme «une menace pour la laïcité de l'État français», tandis qu'au Royaume-Uni, elles pensent qu'ils sont perçus comme «une menace pour le multiculturalisme».

Les personnes interrogées affirment que la perception de l'Islam comme une religion opprimant les femmes et les droits de la femme est due à l'ignorance du rôle et des droits de la femme dans l'Islam, tant au sein des communautés musulmanes que dans la société en général :

«Je pense à une enquête menée dans notre école. On demandait aux élèves de l'école "À quoi vous fait penser l'Islam?" et je pense que 80 pour cent des élèves ont répondu qu'ils voyaient un rapport entre l'oppression des femmes et l'Islam. Et ma sœur et moi, nous sommes les seules de l'école à porter le voile et j'ai dit : "Regardez-moi ! Suis-je une femme opprimée ?". Ils ont dit : "Non, toi tu es une exception"... Je suis déçue et impuissante, parce que nous ne sommes pas opprimées. J'essaie de le leur montrer, mais la plupart d'entre eux ne veulent pas comprendre.» (Jeune femme, Allemagne)

Les personnes interrogées reconnaissent que l'image d'oppression envers les femmes que véhicule l'Islam dans la société est souvent la conséquence de la situation des femmes et de la manière dont elles sont traitées dans certaines communautés musulmanes. Selon les répondants, la couverture de sujets comme les mariages forcés, les crimes d'honneur, l'excision, etc., renforce le sentiment que ces pratiques sont inhérentes aux musulmans plutôt que des conséquences inacceptables de certaines traditions culturelles patriarcales.

2.2.2 La crainte de la «bombe à retardement démographique» que représentent les musulmans

Certaines personnes interrogées font remarquer que l'augmentation de la population musulmane dans l'Union européenne est ressentie comme une menace pour la société. Dans certains cas, elle s'inscrit dans le cadre d'une «conspiration musulmane pour conquérir l'Europe» :

«Certains catholiques conservateurs veulent présenter les immigrants musulmans comme une nouvelle invasion, parce qu'ils pensent que les musulmans envahissent l'Espagne et veulent la conquérir. Ils prétendent que les immigrants sont une nouvelle forme d'invasion. Ce point de vue est défendu par une très petite frange de la société...» (Homme, Espagne)

2.2.3. La crainte des musulmans en tant que menace à l'ordre public

Les entretiens révèlent que les musulmans ont le sentiment que la société en général les perçoit comme indignes de confiance. Là encore, les personnes interrogées considèrent que les médias ont leur part de responsabilité dans la création de cette impression :

«Chaque fois qu'un musulman fait quelque chose de mal, c'est le musulman qui l'a fait. Alors que si quelque chose se passe, ce n'est pas le chrétien, le juif, l'hindou ou l'athée qui l'a fait.» (Homme, Italie)

«Il y a beaucoup plus de cas de non-musulmans qui maltraitent des femmes que de musulmans, mais lorsqu'un musulman tue sa femme, cela fait la une des journaux : «c'est un musulman». Ils ne disent pas qu'un chrétien a tué sa femme. Chaque jour, on découvre des cas de mauvais traitements infligés à des femmes par des non musulmans, mais ils ne disent pas c'est un catholique ou un protestant.» (Homme, Espagne)

«Normalement [dans les cas signalés], les médias ne donnent jamais les noms, mais seulement les initiales du nom ; mais maintenant ils donnent le prénom et l'initiale du nom de famille. Donc, ils ne donnent toujours pas le nom complet, mais ils disent, par exemple, Hassan D. ou Mohammed E., de sorte que tout le monde sait qu'il est musulman. Avant c'était seulement les initiales, mais si c'est un musulman ou un étranger, alors ils mentionnent le prénom.» (Jeune homme, Pays-Bas)

2.2.4. La peur des musulmans en tant que sympathisants du terrorisme

De nombreuses personnes interrogées pensent que la société perçoit les musulmans comme des sympathisants du terrorisme. Ces dernières reconnaissent que les hommes politiques affirment souvent très clairement qu'il convient de ne pas rejeter la responsabilité du terrorisme sur les musulmans dans son ensemble. Cependant,

les musulmans sont implicitement soupçonnés d'être favorables au terrorisme dans des déclarations publiques suggérant que les musulmans ne condamnent pas avec suffisamment de vigueur le terrorisme devant l'opinion :

«À Berlin, un évêque dit qu'on ne peut pas parler aux musulmans, à moins qu'ils ne se prononcent clairement contre le terrorisme. C'est un postulat... En disant cela, il véhicule l'idée que, de manière générale, les musulmans ne se soucient pas du terrorisme.» (Femme, Allemagne)

2.3 Relations avec les autres communautés

Les personnes interrogées voient la participation au dialogue interreligieux et interculturel comme un moyen important d'éviter les malentendus et d'empêcher les sentiments négatifs envers les musulmans et l'Islam. Le dialogue donne également la possibilité de renforcer la compréhension et de développer des liens avec la communauté en général. Les personnes interrogées qui prennent part à un dialogue interreligieux avec des chrétiens et des juifs considèrent qu'il leur donne l'opportunité d'étudier les différences, mais aussi les racines abrahamiques communes de leurs croyances. En Autriche et au Royaume-Uni, les personnes interrogées pensent que les fruits de leur engagement dans un dialogue interreligieux se sont vus après le 11 septembre, lorsque les liens d'amitié développés dans le cadre de ce dialogue ont conduit à des manifestations de soutien à la communauté musulmane dans les églises.

Les personnes interrogées estiment que les événements du 11 septembre ont également mis en lumière les limites du dialogue interconfessionnel en touchant, au-delà des membres actifs de communautés religieuses, la société en général. Ils ont ainsi donné aux communautés musulmanes l'élan nécessaire pour jeter des ponts vers la société dans son ensemble, par-delà les communautés religieuses.

Les participants ont cité des exemples de tentatives faites par les musulmans pour s'ouvrir davantage à la société. Les personnes interrogées ont notamment mentionné l'initiative fructueuse consistant à lancer des journées «portes ouvertes» dans les mosquées :

«... les gens viennent et ils n'ont plus peur de se trouver dans un endroit étrange. Ils viennent et savent qu'ils sont les bienvenus. Cette action a eu beaucoup d'effets bénéfiques.» (Homme, Allemagne)

Au Royaume-Uni, les personnes interrogées soulignent l'importance de la Semaine annuelle de sensibilisation à l'Islam, au cours de laquelle des organisations musulmanes, des autorités publiques et locales et des établissements

d'enseignement parlent ensemble, organisent des expositions et d'autres événements destinés à mieux faire comprendre la communauté musulmane à la société. Les personnes interrogées font observer qu'à Rome, des musulmans sont invités par la mairie à parler de l'Islam aux élèves dans le cadre d'un programme d'étude des religions du monde. Aux Pays-Bas, des organisations musulmanes ont créé la «journée du dialogue», qui donne aux musulmans et aux non musulmans l'occasion de discuter de différents sujets en partageant un repas.

2.4 Niveau de participation civile et politique

Il semble que la participation et l'engagement des musulmans dans la vie politique et civile se développent. Ils demeurent néanmoins limités. Plusieurs facteurs semblent influencer le degré et l'étendue de la participation. Au sein même de la communauté musulmane, les personnes interrogées ont identifié comme principaux obstacles le manque de compétence et la méconnaissance des possibilités de participation. Elles estiment également que les expériences négatives peuvent constituer une barrière à la poursuite de cette participation, en particulier lorsque les musulmans ont l'impression qu'on ne les écoute pas ou qu'on ne les prend pas au sérieux :

«D'après mon expérience personnelle, lorsque vous siégez avec des Danois et que vous discutez de différentes choses, ils essaient de vous ignorer si vous n'êtes pas blanc... et si vous ne parlez pas comme un danois. Il y a donc quelques exemples de personnes qui ont participé à des discussions politiques ou au niveau local et ont abandonné parce qu'elles pensaient que personne ne les écoutait.» (Homme, Danemark)

L'absence de droits de citoyenneté, dont il a été question plus haut, est également identifiée comme un obstacle majeur à la participation. Dans certains cas, la non citoyenneté crée un obstacle juridique à la participation, en particulier lors des élections. Les participants italiens ont fait valoir que dans certaines villes italiennes, des tentatives ont été entreprises pour surmonter ces obstacles en organisant l'élection de migrants en tant que membres consultatifs du conseil municipal. Ces membres, élus par des migrants, n'ont pas de droit de vote au conseil, mais peuvent donner leur avis sur des questions qui touchent les communautés d'immigrants.

Certaines organisations musulmanes s'efforcent de mobiliser les musulmans afin qu'ils participent à la vie politique en insistant sur leur potentiel à faire pencher la balance. Une personne interrogée a fait remarquer que, dans une ville belge, où elle estime que les musulmans représentent un cinquième de la population, leur participation a été encouragée en faisant prendre conscience aux musulmans de leur potentiel en tant que groupe. En Allemagne, de nombreux musulmans seraient

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

d'avis que la victoire d'une courte tête du chancelier Schröder lors des élections de 2002 est due à leur soutien, étant donné que les Allemands d'origine turque ont voté massivement pour la gauche. Au Royaume-Uni, lors des élections générales de 2005, le *Muslim Council of Britain* avait publié un dépliant mettant l'accent sur les questions qui intéressent les musulmans. Le dépliant laissait entendre que les musulmans devaient examiner les positions qu'adoptaient les partis et les candidats sur ces questions avant de déterminer pour qui voter.

Il a été observé que, dans de nombreux cas, les questions qui touchent les musulmans les incitent à participer à la société civile. Certaines personnes interrogées ont estimé qu'il était important que les musulmans prennent part à des débats publics autres que ceux qui concernent spécifiquement les musulmans :

«Ce qui me décourage, c'est le manque de participation des musulmans au débat général. Les débats en cours sur l'éducation, si nous devons nous orienter vers des écoles municipales ou des choses comme ça. Je vois les musulmans adopter un point de vue beaucoup plus local et étroit. Ils ne s'engagent pas pour des choses qui se déroulent dans la communauté au sens plus large et je suis assez déçue de le constater parce que moi, je suis assez intéressée par ces sujets. J'aimerais que les musulmans fassent de même, non pas parce qu'ils sont musulmans, mais parce que ce sont des citoyens d'une communauté, d'une société...» (Jeune femme, Royaume-Uni)

2.5. L'avenir de la communauté musulmane

Les personnes interrogées ont identifié des raisons d'être à la fois optimiste et pessimiste quant à l'avenir des musulmans dans l'Union européenne. Dans certaines régions de l'Europe du Nord, l'optimisme émane du chemin parcouru par les communautés musulmanes au cours des trois ou quatre décennies qui se sont écoulées depuis leur arrivée en Europe et de la conviction que les musulmans apportent une contribution positive à la société :

«Je suis très optimiste. Nous avons deux ou trois générations et nous voyons que certains vont à l'université et dans des écoles supérieures. Davantage de personnes occupent des postes clés aux Pays-Bas. Je suis très optimiste. Mais il reste beaucoup à faire.» (Jeune femme, Pays-Bas)

«Je suis très positif. Nous sommes entraînés dans un processus de mondialisation, partout les gens sont favorables à la diversité, à la reconnaissance de l'autre, à l'intégration, au brassage culturel, etc.

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

Toutefois, des efforts doivent être déployés au sein de la communauté musulmane afin de consolider ce que nous avons obtenu, de nous forger une bonne image, de participer au développement de ce pays et d'aider à faire évoluer les mentalités.» (Jeune homme, France)

«J'ai très peur. Parce que je pense que l'avenir est vraiment incertain. Dieu seul sait ce qui va se passer l'an prochain. J'ai l'impression qu'il y a tellement de défis à relever. Dans un sens, je suis pleine d'espoir car je pense que les musulmans essaient vraiment de participer à la vie de la communauté en général. Ils tentent de résoudre les problèmes qu'ils rencontrent dans ce pays, comme les problèmes sociaux de tous les jours parce qu'ils s'en préoccupent. Dans ce sens là, je suis assez optimiste.» (Femme, Royaume-Uni)

Cependant, une autre personne du Royaume-Uni s'est dite particulièrement inquiète de la législation britannique et des lois antiterroristes récemment adoptées : *«J'ai peur du gouvernement ; j'ai peur de ce qu'il pourrait faire»*. Mais elle ajoute néanmoins :

«Certains jours, je suis très positive parce que j'ai rencontré et que je travaille avec des jeunes musulmans tellement étonnants, inspirés, structurés, intelligents et éduqués. Il y a beaucoup de personnes progressistes, qui avancent et sont très bien intégrées... Cela dépend du comportement de chacun au cours des prochaines années. Et nous avons tous une responsabilité pour faire en sorte que tout se passe bien. Quelque chose pourrait tout faire pencher dans l'autre sens et je pense que tout est une question d'équilibre.» (Femme, Royaume-Uni)

On constate un pessimisme en raison des événements des dernières années et du sentiment que la société est de plus en plus hostile aux musulmans. Parfois, ce pessimisme s'exprime en termes alarmants et vifs :

«Il est clair pour nous que la situation dans ce pays est en pleine régression et que c'est extrêmement effrayant. Pour l'instant, il est difficile d'imaginer comment on pourrait arrêter cette régression, sans parler de revenir à une situation où l'on œuvrerait en faveur d'une société multiculturelle et cohésive. Ça, c'est en tenant compte des nombreux débats différents sur ce qu'est le multiculturalisme, mais tout en acceptant qu'il y a une valeur normative à avoir une société pluraliste ou multiculturelle. Ce projet est en train de se vider dans le débat médiatique et politique, en particulier en ce

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

qui concerne les musulmans, par la faute du gouvernement.» (Homme, Royaume-Uni)

«On nous a demandé plus qu'aux autres de nous intégrer, de réussir, d'avoir tout ce que les autres ont et je ne sais pas pourquoi on nous demande toujours plus, pourquoi on demande toujours plus aux jeunes du Maghreb, en particulier. Nous ne pouvons pas faire plus que les autres. Pourquoi nous plutôt que les autres ? S'ils veulent plus, ils ne l'auront pas. Toute la société française doit comprendre ce malaise... qui est malheureusement passé d'une génération à la suivante. Mes parents étaient honnêtes et loyaux envers la France. Nous avons dû accepter un certain mode de vie et penser comme les Français. Qu'est-ce qu'on va demander aux générations suivantes ? D'être plus français que les Français ? Ce n'est pas possible. Je conseille aux jeunes de ne pas relever ce défi, parce que cela ne finira jamais. On leur demandera toujours plus. L'histoire a montré que les peuples doivent toujours faire plus, jusqu'à ce qu'ils soient exterminés» (Homme, France)

Toutefois, certaines personnes interrogées pensent que les musulmans doivent résoudre les problèmes sociaux et économiques au sein de leurs communautés :

«Selon moi [les musulmans auront un avenir positif] s'ils sont réellement en mesure de progresser par l'acquisition de qualifications et par l'éducation. Ce sont des questions absolument fondamentales. [Les musulmans ont la possibilité de] devenir une partie positive de la société, d'être un véritable enrichissement pour la société. Nous devons admettre que nous ne sommes pas un enrichissement pour la société. C'est l'une des tragédies: que nous soyons assis à nous lamenter sur la société, mais nous devons admettre que nous sommes un vrai problème pour la société... Quand vous regardez les taux de criminalité, le chômage, la toxicomanie, les problèmes des femmes en général, vous constatez que les musulmans sont vraiment dans le pétrin.» (Homme, Allemagne)

À plusieurs reprises, des personnes interrogées ont souligné ce qu'elles considèrent comme un élément crucial pour un avenir serein, à savoir l'émergence d'une société dans laquelle les problèmes et les défis en rapport avec la communauté musulmane intéresseront l'ensemble de la société, et pas uniquement les musulmans :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Les problèmes des musulmans sont les problèmes de toute la communauté, et pas uniquement ceux des musulmans. Parce qu'en fin de compte, s'ils s'en fichent, les musulmans vont réellement provoquer une tragédie dans la société. Si nous sommes capables de surmonter les problèmes, alors je crois que cela aura des effets très positifs. Pas uniquement pour les musulmans en Allemagne, mais pour l'Islam en général, que quelque chose se produise à l'Ouest et que cela ait un impact positif fort sur l'Islam dans le monde musulman. Je pense que c'est le scénario que nous aimerions voir se produire.» (Homme, Allemagne)

PARTIE II: Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

La Partie II de ce rapport présente la perception et la réaction des personnes interrogées aux diverses manifestations d'islamophobie qui frappent les communautés musulmanes : préjugés au quotidien, réactions agressives ou discriminatoires envers les femmes qui portent le voile, indifférence des prestataires de services locaux, inégalité de traitement par la police ou le système judiciaire, actes de discrimination en matière de logement, d'éducation et d'emploi et distorsion perçue dans la couverture médiatique de l'Islam.

3. Préjugés, hostilité et haine

3.1. L'islamophobie dans la vie publique

Certaines personnes interrogées font remarquer que la construction d'une identité européenne qui marginalise ou masque la contribution de la société et de la culture islamiques à la civilisation mondiale a fourni une base idéologique solide aux expressions actuelles d'islamophobie. Les personnes interrogées affirment que certains écrivains ont décrit l'Islam comme une culture exotique et sous-développée.

Selon les répondants, cette perception de l'Islam en tant que culture primitive, arriérée et inférieure plutôt qu'«égale mais différente» se manifeste également parmi les personnes bien intentionnées :

«Ils diraient : "Nous devons leur accorder du temps, parce que même notre société chrétienne a eu besoin de temps pour atteindre ce niveau, et ils l'atteindront, mais il faut leur laisser le temps". Cette approche repose sur une idéalisation du mode de vie occidental.» (Homme, Italie)

Comme l'a montré la première partie du présent rapport, les personnes interrogées ont le sentiment que les débats sur l'intégration sont souvent menés en termes d'assimilation par les musulmans de ce qui est considéré comme la culture nationale supérieure, en partant du principe que les musulmans et leur culture n'ont rien à offrir à la société et ne possèdent rien qui soit digne d'être conservé.

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

Les personnes interrogées considèrent que le discours public sur les musulmans est axé sur certaines questions emblématiques, comme les mariages forcés, l'excision et le voile, ce qui renforce l'idée d'un Islam monolithique et autoritaire. Elles pensent que l'on parle très peu des débats et des discussions sur l'avenir de l'Islam qui ont lieu dans les communautés musulmanes dans l'Union européenne et dans les pays musulmans.

Selon plusieurs personnes interrogées, les attentats terroristes ont fait remonter à la surface une certaine hostilité à l'égard de la présence musulmane dans l'Union européenne, qui a toujours existé, mais qui jusque-là était demeurée cachée ou contenue :

«Ce qui s'est passé le 11 septembre a été un catalyseur. Des choses qu'ils n'auraient jamais pensé dire en public ont, du jour au lendemain, été dites. Avant, le "politiquement correct" prévalait. Mais depuis le 11 septembre, le "politiquement correct" est parti en fumée.» (Homme, Allemagne)

3.2 Préjugés et attitudes islamophobes dans la vie quotidienne

Selon les personnes interrogées, lorsque les musulmans déclarent avoir été victimes de préjugés et d'hostilité islamophobes dans leur vie quotidienne, il s'agit le plus souvent de violence verbale et d'autres formes d'hostilité plutôt que de violence physique. Elles laissent entendre que les musulmans se sentent le plus exposés à une menace de violence physique directe juste après des actes terroristes dont les musulmans sont tenus pour collectivement responsables dans l'esprit du public.

Outre la violence physique et verbale, les répondants considèrent que l'islamophobie s'exprime aussi dans des petits détails de la vie quotidienne, dans les commentaires et les «plaisanteries» lancés en passant, dans la manière dont les musulmans sont observés et regardés par les autres :

«Nous sommes en butte à l'islamophobie au quotidien : de petits incidents, de petites choses. Par exemple, quelqu'un plaisante ou fait un commentaire sur quelqu'un d'autre, mais à voix haute, donc on est obligé d'entendre: "Oh ! Quelqu'un qui porte un voile n'a rien à faire dans ce pays". Ou quelqu'un promène son chien et dit "Fass !", ce qui veut dire "Attrape-le !" à un musulman. Vous essayez de ne pas vous laisser atteindre par cela, mais c'est usant.» (Femme, Autriche)

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Par exemple, une question que j'entends souvent est toute simple et je l'ai entendue des tas de fois : "Vous allez rentrer ?" "Quand retournez-vous chez vous ?" Cette question sous-entend plein de choses. Et je demande : "Où irais-je ?". Ils n'ont pas réellement de réponse, alors ils me demandent d'où je viens et je réponds que je suis née à Rotterdam et que, donc, où pourrais-je aller ?... C'est vraiment une question pénible et cela vous donne l'impression que vous êtes une étrangère. Et je pense que, à un moment donné, vous acceptez le fait que vous êtes étranger.» (Jeune femme, Pays-Bas)

Les personnes interrogées pensent que le degré d'hostilité, de harcèlement ou de violence à l'égard des musulmans dans la vie quotidienne dépend également du degré de visibilité de l'identité musulmane d'une personne. Elles rapportent ainsi que les femmes qui portent le voile ou les hommes portant une barbe ou une tenue qui les identifie comme musulmans se sentent plus vulnérables et sont plus sujets à l'hostilité. D'après les témoignages, les femmes musulmanes qui portent le voile sont les principales cibles des actes islamophobes, avec des gens qui leur crachent dessus ou essaient de leur enlever leur voile. Les personnes interrogées pensent également que ceux qui «ont l'air musulman» sont plus susceptibles d'être visés par les fonctionnaires, les agents de sécurité, de police et d'immigration.

Les personnes interrogées expriment des opinions différentes sur la question de savoir si la discrimination à l'égard des musulmans est raciale ou ethnique plutôt que religieuse. Parfois, c'est les deux à la fois :

«Avant le 11 septembre, on nous traitait toujours d'Arabes. Notre religion n'était jamais mentionnée. Depuis le 11 septembre, nous n'entendons plus que ça. "Musulman" est devenu une insulte.» (Jeune homme, France)

Les personnes interrogées originaires d'Italie, d'Espagne et de Grèce sont d'avis que (en ce qui concerne les migrants musulmans récents), l'hostilité et les préjugés dirigés contre les musulmans sont étroitement liés à l'hostilité envers les étrangers et les immigrants.

Un répondant britannique a indiqué qu'il n'était pas aisé d'associer l'islamophobie et la discrimination à l'encontre des musulmans à un groupe ou à une race en particulier :

«Il existe une idée fausse selon laquelle ceux qui ont un meilleur emploi, un emploi plus qualifié et un niveau de revenus et de responsabilité supérieur sont moins susceptibles de pratiquer la discrimination... Je dirais plutôt que c'est tout le contraire. Une autre erreur consiste à croire que

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

l'islamophobie est surtout le fait de groupes extrémistes, sans éducation. C'est faux. Les communautés noires, asiatiques et caraïbes sont à l'origine de certains comportements islamophobes.» (Homme, Royaume-Uni)

Selon plusieurs personnes interrogées qui en ont fait l'expérience, lorsque les musulmans souhaitent voir changer une politique ou une pratique d'une autorité publique, ils se heurtent à des refus pour des motifs qui ne résistent pas à l'examen. Par exemple, lorsqu'un permis de bâtir est demandé pour une mosquée, la municipalité présente souvent des objections fondées sur l'impact que la construction aura sur la circulation dans le quartier alors qu'en réalité, les musulmans ont le sentiment que l'objection est la présence même d'une mosquée dans la ville. Dans d'autres exemples cités par les personnes interrogées, les administrations locales ignorent purement et simplement les dispositions légales et rejettent les demandes des musulmans. Ainsi, une personne interrogée a expliqué qu'en Allemagne, en dépit de la réglementation qui autorise les femmes musulmanes à être photographiées avec le voile, des fonctionnaires refusent parfois d'accepter ces photos. Quand bien même la législation est correctement appliquée, les musulmans ont souvent l'impression que son application est sélective et qu'elle les vise :

«Je viens de lire dans le journal qu'ils ont fermé une école islamique à Milan. Je ne connais pas les détails concernant cette école musulmane, mais apparemment elle fonctionne depuis quatre ou cinq ans. La raison officielle invoque des problèmes d'hygiène, mais vous savez... Oui, il y a peut-être des raisons liées à l'hygiène, mais [dans d'autres cas], ils ont laissé faire des tas de choses, même quand ils ne respectent pas strictement les règles, alors cela laisse un arrière-goût déplaisant.» (Homme, Italie)

Les personnes interrogées constatent que les réactions publiques varient et vont jusqu'à des formes déclarées d'islamophobie. La violence islamophobe ainsi que l'hostilité revêtant la forme d'une violence verbale directe et explicite envers des individus de confession musulmane suscitent généralement une condamnation claire du public. Cependant, lorsque des personnalités publiques ou éminentes font des commentaires que les musulmans perçoivent comme islamophobes, la réaction du public est mitigée. Dans certains cas, les personnes interrogées considèrent que ceux qui défendent des positions islamophobes sont portés aux nues pour avoir «brisé le silence» et avoir dit tout haut ce qu'un grand nombre pensent tout bas.

4. Contraintes juridiques, politiques et administratives

4.1 Politiques et pratiques en faveur de l'intégration des musulmans

Selon les personnes interrogées, il existe des différences dans la réaction des États membres de l'UE aux demandes de modification des lois et des pratiques existantes afin de répondre aux besoins des musulmans. Les campagnes relatives à ces changements étaient souvent axées sur les mêmes éléments : accès et fourniture de nourriture halal, autorisation de construire des mosquées et éducation religieuse dans les écoles. Il ressort des entretiens que la réponse à ces demandes oscille entre un soutien et l'indifférence, la résistance passive et l'opposition active. Certaines de ces décisions sont prises au niveau local et municipal et l'expérience varie donc à l'intérieur d'un même État membre.

Les personnes interrogées rapportent que, souvent, le fait que des ajustements soient ou non apportés pour répondre aux besoins des musulmans dépend dans une large mesure de la bonne volonté des personnes qui sont investies de l'autorité et du pouvoir de changer les choses. Toutefois, les besoins des musulmans sont rarement pris en compte dans la procédure d'organisation de la fourniture de services :

«Il est arrivé que la municipalité dise : "D'accord, nous voulons cela pour nos musulmans". L'initiative venait alors des autorités locales et était ensuite discutée avec les musulmans. C'est alors que les choses avancent le plus vite parce qu'il y a une volonté des autorités locales.» (Jeune homme, Belgique)

Les personnes interrogées ont identifié plusieurs facteurs qui influencent leur capacité à obtenir des changements dans les politiques et pratiques existantes. Elles estiment qu'en tant que minorité, les besoins des musulmans ne sont pas prioritaires pour les prestataires de service et les autorités publiques. En outre, elles reconnaissent que les musulmans manquent d'expérience dans l'organisation de campagnes et le lobbying et ne savent pas comment s'attirer un soutien à l'intérieur et à l'extérieur des communautés musulmanes.

Les entretiens laissent entendre que des débats critiques ont lieu au sein des communautés musulmanes d'Europe du Nord au sujet de la mesure dans laquelle les demandes musulmanes d'ajustements politiques et pratiques peuvent déclencher une réaction en retour de la société en général. Certaines personnes interrogées prônent une approche plus pragmatique qui évite toute confrontation inutile avec la société

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

en général. Le désaccord se situe le plus souvent non pas sur le fond, mais sur la stratégie à suivre :

«Certains musulmans provoquent l'islamophobie et les déclarations islamophobes. En Belgique, la femme musulmane peut porter le voile sur les photographies des cartes d'identité et des passeports pour autant que son visage soit reconnaissable. Nous avons ainsi eu le cas d'une femme d'origine turque qui a fait renouveler son passeport et portait un voile avec un capuchon dont le voile couvrait une grande partie du front. Quand elle est arrivée à l'administration communale, ils ont dit qu'elle pouvait porter un voile, mais pas un de ce type. Le front doit être visible et on peut se couvrir les oreilles également, mais le front doit être visible afin de vous identifier facilement. Les parents sont intervenus et ont dit : "Vous êtes raciste ! Vous n'acceptez pas notre religion !"» (Jeune homme, Belgique)

Dans ce cas, l'administration a accepté la photographie mais a demandé à la personne concernée de signer une décharge déclarant que l'administration n'était pas responsable si d'autres autorités n'acceptaient pas la photographie. La personne interrogée a fait remarquer qu'à la suite de cet incident et d'autres du même type, l'administration a choisi de promouvoir une charte disant qu'il «convient de respecter la diversité, mais que ce respect doit être à double sens pour que le travail soit efficace». La personne interrogée a indiqué que :

«Quand vous avez des droits, pourquoi en demander plus qui ne sont pas nécessaires ? Le comportement de certains a des répercussions négatives sur les fonctionnaires et, naturellement, les fonctionnaires ne sont qu'une poignée et ils ont affaire à toute la population. Donc, par la suite, cela a un impact sur toute la population musulmane. Parfois, cela crée une vraie tension. L'islamophobie trouve donc également son origine au sein même des communautés musulmanes.» (Jeune homme, Belgique)

La personne interrogée estime qu'il est important que les musulmans fassent des demandes d'ajustement plus stratégiques et tiennent compte de l'impact du climat général de suspicion et de crainte que suscitent les musulmans. Selon elle, il ne s'agit pas uniquement d'une question de droits, mais de modalités d'adaptation et de progression à travers le dialogue avec les gens :

«Si vous créez autant de problèmes dans l'esprit des gens, que gagnez-vous en termes d'intégration et de participation ? ... Le problème est que de nombreux musulmans n'ont pas de vrais contacts approfondis avec les autres pour pouvoir connaître leurs sentiments et l'intensité de leur peur» (Jeune homme, Belgique)

4.1.1 Abattage rituel et fourniture de nourriture halal

Les personnes interrogées ont décrit la manière dont le Danemark et l'Autriche ont essayé d'introduire une législation destinée à interdire les méthodes d'abattage à suivre pour obtenir de la viande halal et casher. Les personnes interrogées rapportent qu'en Autriche, les musulmans ont eu une bonne expérience avec la communauté juive lors de la campagne menée contre l'interdiction d'abattre les animaux selon les méthodes requises pour obtenir de la viande halal ou casher.

Dans d'autres États membres, les répondants indiquent que, alors que la loi autorise l'abattage d'animaux selon le rite musulman, les musulmans ont parfois l'impression que les autorités locales tentent de les empêcher d'exercer ce droit en l'assortissant de conditions :

«Le tribunal a donné aux musulmans le droit d'abattre des animaux. Mais il a précisé qu'il fallait une autorisation supplémentaire.... En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, par exemple, qui est le Land comptant la plus forte présence musulmane, avec près de 30 % de la population, il n'y a pas une seule autorisation, pas une seule autorisation. C'est incroyable ! Lorsque vous allez demander une autorisation, on vous dit d'abord que vous devez dire où est la demande. Vous n'êtes autorisé à abattre que pour satisfaire votre propre demande, vous devez donc justifier votre demande. C'est stupide. Cela signifie qu'un boucher doit faire le tour de ses clients et faire une liste des gens qui veulent acheter de la viande.» (Homme, Allemagne)

4.1.2 Construction de mosquées

Certaines personnes interrogées évoquent la réticence que les musulmans ont rencontrée auprès des autorités et des communautés locales dans le cadre des demandes d'autorisation pour la construction d'une nouvelle mosquée. En Autriche, par exemple, des musulmans rapportent que des fonctionnaires leur ont dit de cacher leur intention de construire une mosquée :

«Le maire leur a dit : "Oui, vous pouvez construire une mosquée, mais s'il vous plaît, ne criez pas sur les toits que vous en construisez une. Dites qu'il s'agit d'un centre culturel et apportez-moi les plans, mais je ne veux pas voir un minaret dessiné dessus". Cela signifie qu'il n'a pas de problème personnellement, mais il pense que si cela se sait, la population s'y opposera, et il ne sera pas réélu.» (Homme, Autriche)

Une personne interrogée raconte qu'au Danemark, la construction d'un centre culturel islamique dans les années 1990 a suscité des manifestations de protestation. À la suite de celles-ci, le ministre de la défense a annulé un contrat pour louer le terrain sur lequel le centre devait être construit. Dans une ville italienne, lorsque la communauté musulmane locale a présenté des plans pour la construction d'une mosquée, le maire a institué une commission multipartite sur l'intégration afin d'examiner la question.

4.1.3 Éducation religieuse et écoles islamiques

Les États membres ont adopté des dispositions diverses. L'éducation et l'école sont un domaine essentiel dans lequel les musulmans demandent une adaptation des politiques à leurs besoins. Les personnes interrogées indiquent qu'en Espagne, des fonds publics financent l'enseignement de l'Islam aux élèves musulmans dans les écoles et des programmes pilotes commencent à se développer dans les villes où les musulmans sont plus nombreux. En Allemagne, les élèves ont le droit de suivre une éducation religieuse dans les écoles publiques et les cours sont dispensés par une organisation de confession correspondant à la religion de l'élève. Cependant, les personnes interrogées affirment que les tentatives de faire appliquer cette disposition se sont heurtées à une résistance des autorités éducatives. La reconnaissance de ce droit à Berlin n'a abouti qu'après dix-huit années de lutte.

Aux Pays-Bas, l'État finance les écoles religieuses, y compris les écoles islamiques. Les musulmans ont donc créé quelques écoles islamiques. Cependant, les entretiens indiquent que les musulmans ont le sentiment que les règles concernant le financement public des écoles religieuses ont changé afin de rendre plus difficile l'accès à ce financement :

«Ils font effectivement en sorte qu'il soit plus difficile d'obtenir un financement, parce qu'il était très facile d'ouvrir une école en Hollande. Lorsqu'ils ont vu toutes ces écoles islamiques, ils ont eu peur et ils ont également eu peur de la qualité. Donc, ils ont rendu les choses plus difficiles. Par exemple, avant il fallait seulement 150 enfants pour ouvrir une école, contre 250 aujourd'hui, ou un certain nombre de parents est imposé.» (Homme, Pays-Bas)

Toutefois, en règle générale, les entretiens font apparaître qu'aux Pays-Bas, les musulmans ont le sentiment qu'ils ont accès au financement de services éducatifs et qu'ils peuvent demander des changements pour répondre à leurs besoins.

4.1.4 Autres prestataires de services

En Autriche, les personnes interrogées font état d'un intérêt accru des prestataires de soins de santé pour les besoins des patients musulmans. Cet intérêt repose sur l'idée que pour que les soins de santé soient efficaces, il est important qu'une personne se sente bien et que ses besoins dérivés de la religion puissent être satisfaits. De même, aux Pays-Bas, les personnes interrogées indiquent que les hôpitaux peuvent donner de la nourriture halal à leurs patients et que certains ont recruté des aumôniers musulmans.

4.1.5 Le voile

La question du voile est complexe et multiple, mais les musulmans interrogés en France perçoivent l'interdiction des symboles religieux dans les écoles comme une mesure visant clairement le port du voile :

«En France, le gouvernement explique l'interdiction du voile comme une loi interdisant tous les symboles religieux dans les écoles, mais qu'a-t-il interdit ? Il a interdit le port du voile ! Il interdit de porter des grandes croix, mais aucun chrétien ne porte de grande croix.» (Homme, France)

En Allemagne, les répondants rapportent que l'introduction d'une loi interdisant le voile au niveau local a eu pour effet de rendre encore plus difficile le port du voile par les musulmanes qui recherchent un emploi dans le secteur privé :

«Jusqu'à l'adoption de cette mesure, cela ne posait pas un vrai problème dans les entreprises, par exemple, qu'une femme portant le voile trouve un emploi. Certaines affaires ont clairement montré qu'un employeur ne peut pas rejeter une femme musulmane parce qu'elle porte un voile. Il doit lui donner le travail. Il ne peut pas la licencier. Depuis l'adoption de cette loi qui n'autorise pas les femmes musulmanes portant le voile à travailler dans une école, les mêmes problèmes se sont posés dans les entreprises.» (Homme, Allemagne)

«L'interdiction du voile a eu un effet sur nous tous. Cela a commencé au niveau de l'État, mais maintenant cela a même atteint le secteur privé. Les femmes musulmanes ont beaucoup de difficultés à trouver un emploi parce que les gens pensent que si l'État ne veut pas employer ces personnes, pourquoi les entreprises devraient-elles le faire ?» (Femme, Allemagne)

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

Une personne interrogée a affirmé que l'interdiction du voile donnait aux écoles un moyen de réduire la visibilité des musulmans :

«L'interdiction du voile est une manière de "nettoyer" votre école, vous vous débarrassez d'eux [les musulmans]. Bien sûr, les musulmans fréquenteront toujours l'établissement, mais vous redorez ainsi l'image de votre école. Si votre école a bonne réputation et s'il y a trop de voiles, on verra trop qu'il y a de jeunes musulmans ou de jeunes immigrants. Et donc, vous avez des écoles publiques qui acceptent le voile et c'est là que va la majorité des musulmans. Je dirais que la plupart des écoles qui interdisent le voile le font pour cette raison.» (Jeune homme, Belgique)

Les personnes interrogées rapportent qu'en Belgique, les musulmans ont eu peur que le rapport de la Commission du Dialogue interculturel ne recommande l'interdiction du voile. Cependant, le rapport de la commission est resté ambigu et les personnes interrogées soulignent que les musulmans l'ont jugé juste et équilibré :

«Ils [la commission] ont dit qu'ils ne pouvaient pas trancher. Alors, après toutes les auditions, ils ont déclaré : "Si nous l'interdisons, cela va créer beaucoup de problèmes. Si nous ne l'interdisons pas, il y aura aussi des problèmes. Nous ne pouvons pas trancher car les deux options sont valables et les deux présentent des avantages et des inconvénients". Donc, ils n'ont pas donné un avis précis... Pour nous, il est très intéressant d'avoir ce type de rapport, parce que cela signifie que, objectivement, on ne peut pas avoir une interdiction totale.» (Jeune homme, Belgique)

En France, les personnes interrogées estiment que l'interdiction dans les écoles publiques a contribué à la création d'un climat d'hostilité envers les musulmans :

«Depuis l'application de cette loi en France, on a le sentiment dans toute la société que les musulmans devraient être privés de leurs droits. Des rumeurs ont été diffusées en France pour dire qu'il faut être contre les musulmans, contre la liberté de culte et contre la liberté de religion. On a également constaté que l'islamophobie et la discrimination à l'égard des musulmans ont augmenté entre le moment où le débat a été lancé sur cette loi [interdisant le port du voile] et le moment où elle est entrée en vigueur.» (Jeune femme, France)

En France, les personnes interrogées rapportent qu'elles ont l'impression que les institutions publiques sont de moins en moins promptes à tenir compte des besoins des musulmans en matière de fourniture de services. Pour elles, ceci est lié au débat sur l'interdiction du voile :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Il est désormais exceptionnel qu'ils prennent en compte les besoins de la communauté musulmane. C'est le résultat de la campagne menée lors de l'interdiction du hijab en France. Donc, la ligne de conduite est que les besoins des musulmans ne doivent pas être pris en compte. Cette attitude est généralisée. On le voit dans les hôpitaux et dans toutes les institutions, y compris dans les universités.» (Jeune femme, France)

Un Néerlandais interrogé relate un incident survenu dans un café à La Haye, qui interdit à ses clients de porter un chapeau. Les musulmans néerlandais ont considéré cette mesure comme visant clairement les femmes portant le voile. En Allemagne, les musulmans ont indiqué que même lorsqu'il existe une loi les autorisant à porter un voile ou d'utiliser des photos pour des documents officiels sur lesquelles elles peuvent porter le voile, elles sont quand même confrontées à des résistances de la part des fonctionnaires. Selon les personnes interrogées, les fonctionnaires profitent du fait que, dans la plupart des cas, il faut beaucoup de temps et d'efforts pour contester une décision et les musulmans sont donc forcés d'accepter des compromis pratiques. Dans des secteurs comme le logement, les entretiens font apparaître que les personnes qui sont visiblement musulmanes sont confrontées à la discrimination la plus forte :

«Quand vous vous faites accompagner par votre épouse qui porte un voile et que vous voulez louer un appartement, vous pouvez faire une croix sur votre location ! Vous devez y aller seul ou envoyer quelqu'un d'autre.» (Homme, Allemagne)

4.2 Mesures de protection et de soutien contre l'hostilité

D'après l'expérience des personnes interrogées, dans la plupart des cas de discrimination ou d'hostilité envers les musulmans, il est peu probable que ce comportement soit mis en cause officiellement. En Allemagne, les personnes interrogées font référence à l'absence historique de loi destinée à protéger contre la discrimination raciale, ce qui pose problème dès lors qu'il s'agit de protester contre la discrimination islamophobe. Même lorsqu'une législation susceptible de protéger des groupes religieux contre la discrimination existe, elle ne s'accompagne pas nécessairement d'une campagne d'information pour faire connaître leurs droits aux gens :

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

«Vous savez, on discute de cette nouvelle loi antidiscrimination et c'est un vrai problème que les gens n'en aient même pas entendu parler. Il n'y a pas d'information dans les médias. Le gouvernement n'a pas fait de déclaration à ce sujet non plus.» (Homme, Autriche)

Dans les pays où les gens connaissent leurs droits, les personnes interrogées font état du coût en temps et en argent d'un recours, en précisant son effet dissuasif pour ceux qui souhaitent déposer plainte. Par ailleurs, lorsque des organisations musulmanes aident les gens à lutter contre les discriminations, le public les considère avec suspicion.

Les personnes interrogées ont le sentiment qu'au Royaume-Uni, les institutions n'apportent ni assistance ni soutien aux musulmans qui contestent la discrimination religieuse et l'islamophobie. Seul un soutien financier limité est disponible pour la défense en justice en cas de discrimination en matière d'emploi. Les instances chargées de l'égalité ne traitent pas directement les problèmes de discrimination religieuse ou d'islamophobie. Elles ont donc l'impression qu'en tant que victimes de discrimination, les musulmans ont juridiquement des droits, mais aucun accès réel aux voies de recours :

«Le problème que rencontrent nos services sociaux est que, bien que la discrimination sur le lieu de travail soit désormais illégale en raison de la législation européenne, il n'existe pas d'infrastructure d'aide aux victimes. Elles n'ont aucun recours légal. Très peu d'avocats sont prêts à travailler gratuitement sur des affaires de discrimination. Dès lors, bien qu'elles bénéficient d'une protection, les victimes n'ont en réalité personne à qui s'adresser.» (Homme, Royaume-Uni)

Aux Pays-Bas et en Belgique, il ressort des entretiens que les musulmans sont favorables aux instances de défense des droits de l'homme et de l'égalité, auxquelles elles font confiance. Au Danemark, en revanche, les entretiens tendent à indiquer que l'efficacité du travail de l'Institut des droits de l'homme en matière de discrimination est limitée en raison d'un manque de ressources. Au Royaume-Uni, le sentiment prévaut selon lequel le principal organe chargé de la discrimination raciale n'est pas suffisamment axé sur les expériences d'islamophobie vécues par les musulmans.

De manière générale, la complexité de la discrimination, son mode opératoire subtil et la difficulté à réunir des preuves font qu'il est extrêmement difficile de prouver une discrimination devant un tribunal.

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

Pour certains répondants, le fait de ne pas posséder la citoyenneté empêche les musulmans d'avoir suffisamment d'assurance pour s'opposer à la discrimination. D'autres estiment qu'un grand nombre de musulmans pensent que le dépôt d'une plainte n'aboutira probablement à rien :

«Par exemple, ma femme est allée au supermarché et quelqu'un lui a dit : "Retourne dans ton pays !". C'est une forme d'agression verbale. Mais est-ce qu'elle va aller porter plainte ? Peut-être que si on avait connu une organisation antidiscrimination musulmane, elle aurait pu l'appeler pour déclarer l'incident, ce qui serait très positif. Les gens pensent que cela ne servira à rien.» (Jeune, Pays-Bas)

Par ailleurs, les personnes interrogées déclarent que la lutte contre des pratiques institutionnelles défavorables aux musulmans par des actions individuelles présente des limites. Même lorsque, au sein des institutions, des gens s'efforcent d'améliorer la situation, leur capacité d'action est limitée :

«Les changements dépendent souvent des structures internes des institutions et de leur rapport avec le gouvernement. On peut donc parler à des personnes dans les institutions, qui non seulement veulent, mais tentent désespérément de modifier la culture interne de l'organisation. Mais en réalité, elles ne peuvent rien faire, parce qu'elles sont aussi limitées dans leur action» (Homme, Royaume-Uni)

Malgré certaines des difficultés constatées en France, les groupes musulmans considèrent que la loi est un moyen important de lutter contre la discrimination. Un Français interrogé est d'avis que la législation française contre la discrimination est très bonne, mais qu'il faut maintenant que la communauté musulmane soutienne les victimes de discrimination et leur conseille de recourir aux arbitrages, de saisir les tribunaux et de gagner leur procès :

«Je pense que les temps ont changé. Les générations précédentes, celle de mes parents, ... ont subi beaucoup d'injustices et de discriminations, mais elles ne pouvaient pas réagir, elles ne pouvaient pas invoquer leurs droits, peut-être parce qu'elles n'avaient pas les moyens de le faire et qu'elles ne les connaissaient pas vraiment. En revanche, la génération actuelle a toujours vécu ici et connaît ses droits, elle est consciente de sa citoyenneté... et elle veut revendiquer ses droits. Dès qu'il y a un problème, cette génération réagit. Des associations travaillent pour faire punir les responsables, que ce soit des particuliers ou des institutions, et cette approche commence à porter ses fruits.» (Jeune homme, France)

4.3 Traitement par la police et le système judiciaire

Les points de vue et les expériences des personnes interrogées sur le traitement réservé aux musulmans par la police et le système judiciaire sont variés. Les entretiens font ressortir plusieurs exemples de politiques que les personnes interrogées considèrent comme des exemples de bonne pratique. En Belgique, ces dernières affirment que la formation professionnelle suivie par les officiers de police a renforcé leur capacité à faire preuve de sensibilité dans leurs rapports avec la communauté musulmane. Les personnes interrogées considèrent donc que les musulmans peuvent faire appel à la police en cas d'incident grave. Aux Pays-Bas, les personnes interrogées indiquent qu'après le meurtre de Theo van Gogh, la police et les autorités locales ont collaboré avec les organisations musulmanes locales afin d'assurer la sécurité et la protection des musulmans. En Autriche, les personnes interrogées indiquent que les musulmans ont soutenu la mesure prévue dans les programmes de formation policière pour que les officiers de police passent du temps dans des organisations communautaires, comme la mosquée. En Grèce, les musulmans ont, en général, confiance dans le système judiciaire. De même, en Italie, les entretiens font apparaître que les autorités judiciaires sont impartiales et justes.

Les musulmans interrogés ont fait état d'une communication croissante entre la police et les membres de la communauté musulmane, dans le cadre de mécanismes comme les groupes de liaison ou les forums communautaires. En Allemagne, par exemple, des réunions ont eu lieu entre le Conseil musulman et des officiers supérieurs de la police afin de discuter des préoccupations de la communauté. Cependant, les expériences de ce genre se sont parfois révélées négatives. Selon une personne interrogée qui participe à un forum de ce genre, de nombreux musulmans les considèrent comme une initiative symbolique, un exercice de relations publiques utilisé par la police pour informer la communauté plutôt que pour engager le dialogue avec elle et discuter des alternatives possibles. Il ressort des entretiens que le principal défi de la police est de gagner la confiance des jeunes.

Les musulmans ont le sentiment d'être parfois traités comme des suspects. Un Britannique interrogé était en colère parce qu'un jeune musulman effectuant des études de troisième cycle à l'université avait été agressé physiquement dans la rue et battu au point de tomber dans le coma :

«Lorsqu'il est sorti du coma, il était totalement invalide et aveugle. Pendant son coma, la police qui enquêtait sur son agression menait une enquête pour savoir si ce n'était pas un terroriste. C'est scandaleux! Ce type se fait agresser dans la rue, il est dans le coma et la police en enquêtant sur son agression, pose des questions à ses amis et leur demande s'il était très

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

religieux, combien de mosquées il fréquentait, quelles étaient ses convictions religieuses. C'est absurde !» (Femme, Royaume-Uni)

Selon certaines personnes interrogées, les expériences ont été particulièrement négatives en ce qui concerne le traitement des musulmans par les unités de police chargées de la lutte antiterroriste. Plusieurs préoccupations ont été exprimées. L'une concernait le comportement de la police au cours des interrogatoires. Une autre source d'inquiétude était le comportement de la police par rapport aux mosquées. Les personnes interrogées ont évoqué des cas où la police est entrée dans la mosquée, chaussures aux pieds et avec des chiens policiers. Selon elles, ces actions ont donné aux musulmans le sentiment que la police ne les respecte pas. Les répondants pensent que ces actions sont contre-productives et ne contribuent pas à instaurer la confiance.

Les personnes interrogées rapportent que les musulmans sont souvent contrariés et en colère en voyant que, au début, les opérations policières font l'objet d'un vaste battage médiatique et que des allégations dénuées de fondement et non avérées sont présentées comme des faits, alors que les médias omettent de préciser, une fois les enquêtes terminées, que les personnes arrêtées ou interrogées étaient innocentes :

«Dans certains cas, des musulmans ont été interrogés sans raison et la police ne s'est même pas excusée. Comme pour un de mes étudiants, la police est venue chez ses parents un matin, en armes et tout, et a amené une caméra de télévision comme s'ils étaient réellement coupables. Ensuite, ils ont tout fouillé, la maison, les parents et ils les ont emmenés pour les interroger. Par la suite, il s'est avéré qu'ils n'avaient rien trouvé. Ils n'avaient pas trouvé de preuve et c'était totalement injustifié. D'accord, quelqu'un s'est excusé, mais pas en public.» (Femme, Allemagne)

Les expériences diffèrent selon les États membres. En Italie, il ressort des entretiens que, alors que les musulmans considèrent les arrestations par la police comme des «parties de pêche», visant injustement les musulmans, ils ont confiance dans l'équité d'autres parties du système judiciaire :

«À Naples, il y a deux ans, ils ont embarqué 20 ou 25 Pakistanais dans un immeuble. C'était la base locale d'Oussama Ben Laden à Naples, selon eux. Attendez, si c'était cela, ils vivraient tous dans le même immeuble ? On a dit qu'ils avaient trouvé des tuyaux métalliques qui auraient pu servir à la fabrication de bombes et une drôle de poudre. La poudre était en fait des épices qu'ils utilisaient pour cuisiner, les tuyaux métalliques étaient des carillons qu'on suspend à la porte pour qu'ils fassent du bruit lorsque le vent souffle. Au moins, les tribunaux italiens ont été parfaits et quand ils

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

*ont vu que c'était du pipeau, ils ont clos le dossier et libéré tout le monde.»
(Homme, Italie)*

Toutefois, dans certains autres pays, les musulmans ont le sentiment d'être traités de manière injuste par d'autres parties du système judiciaire :

«On ne peut pas dire qu'aujourd'hui la communauté musulmane de France soit traitée équitablement par les autorités chargées de l'application des lois. Les tribunaux ont été saisis d'une affaire dans laquelle une femme musulmane avait été choisie comme membre du jury. Elle portait le voile et le ministre de la justice, qui se trouvait en Espagne, a appelé la France pour demander que le tribunal exclue cette personne du jury. Dans ces conditions, on ne peut avoir confiance dans les autorités.» (Homme, France)

5. Discrimination dans les domaines socioéconomiques

5.1 Discrimination en matière de logement

En tant que migrants économiques recrutés pour occuper des emplois généralement peu rémunérés, les musulmans d'Europe du Nord se sont installés dans les quartiers les plus défavorisés des villes et cités industrielles. Souvent, la récession économique des années 1970 et 1980 a mené d'emplois mal rémunérés à un taux élevé de chômage, entraînant certaines communautés dans une spirale de pauvreté. Les répondants ont cité plusieurs facteurs qui font obstacle à l'accès au logement pour les musulmans, comme l'absence de ressources financières, le désir de rester proches des quartiers où sont situées les institutions communautaires, ainsi que la discrimination directe. Selon les personnes interrogées, les musulmans sont régulièrement victimes de discrimination directe lorsqu'ils essaient de louer un logement :

«Je cherchais un appartement et je suis allé en visiter un avec mon épouse. La première question a été : "Est-ce que votre femme porte le voile tout le temps ?". J'ai répondu : "Oui, où est le problème ?". "Eh bien, peut-être devriez-vous écrire une lettre pour expliquer si oui ou non vous êtes intégrés ici." J'ai rédigé cette lettre. Je n'ai pas obtenu l'appartement. La raison en est évidente.» (Jeune homme, Allemagne)

La discrimination à l'égard des musulmans se manifeste parfois de façon moins directe :

«Quand on demande un logement social, on demande toujours le nombre d'enfants, la langue qui est parlée [français ou néerlandais], les origines, etc. En d'autres termes, votre vie privée passe directement dans le domaine public. On ne demande jamais la situation d'une personne (a-t-elle un permis de séjour ou une carte d'identité), mais on pose toujours des questions sur sa vie privée.» (Homme, Belgique)

Aux Pays-Bas, une personne interrogée était d'avis que la politique locale en matière de logement aboutissait à renforcer la ségrégation :

«L'endroit où nous habitons maintenant est vraiment un quartier pauvre de Rotterdam. Nous aussi nous sommes pauvres, c'est pour cela que nous habitons là ! Mais tous ces nouveaux bâtiments, il y a des maisons à louer,

elles vont être détruites. À leur place, ils vont construire des maisons très chères, mais pas à louer, seulement à vendre. Quand les nouvelles maisons seront construites, ils diront que nous avons priorité pour les acheter, mais ces maisons sont très chères. Donc, on dira : "Excusez-moi, mais je ne peux pas me le permettre". Et ils diront : "D'accord, nous avons une autre maison à louer dans un quartier de Rotterdam où il y a déjà beaucoup d'étrangers". Les Néerlandais ont en quelque sorte migré à l'extérieur des villes.... Selon moi, l'évolution va vers la création de ghettos, non pas parce qu'ils veulent mettre en place des ghettos, mais parce que les Néerlandais veulent vivre ensemble. Ils ne veulent pas que leurs enfants se mélangent avec des étrangers.» (Jeune femme, Pays-Bas)

5.2 Discrimination en matière d'éducation

Aux dires des personnes interrogées, pour les jeunes musulmans, l'expérience du système éducatif a parfois été très négative :

«Quand je suis allé à l'école en Allemagne, la première chose que j'ai apprise sur la culture de mes aïeux, alors qu'on parlait de l'empire ottoman, a été que les Ottomans marchaient sur Vienne. Alors le professeur a inspiré profondément et a dit : "Dieu merci, nous les avons battus, sans quoi vous auriez eu de gros problèmes". Il a regardé tous les garçons et a ajouté : "Vous seriez tous circoncis". Ensuite, il a regardé les filles et il a dit : "Et vous devriez toutes porter le voile". Enfin, ils m'ont tous regardé et ont dit : "Heureusement que les tiens ont perdu la guerre, sans quoi nous aurions eu un problème". Quand je suis rentré à la maison, j'avais un sentiment de culpabilité envers la mauvaise culture dont j'étais issu et j'ai toujours eu le sentiment que je devais m'excuser parce que mes parents viennent de Turquie.» (Homme, Allemagne)

«Nous avons un système éducatif à deux vitesses avec, d'une part, des écoles prestigieuses qui sont vraiment très bonnes et, d'autre part, les écoles où le niveau est très bas. Les parents musulmans s'en sont rendu compte et ont commencé à envoyer leurs enfants dans les meilleures écoles. Mais les autorités l'ont compris et ont commencé à limiter le nombre d'enfants venant de familles arabes ou turques sous le prétexte que la qualité de l'enseignement de l'établissement devait être maintenue. Les familles musulmanes se heurtent donc à un obstacle énorme à l'intégration. Les enfants musulmans n'ont accès qu'aux moins bonnes écoles, où ils reçoivent une moins bonne éducation et ils finiront donc en marge de la société. Malheureusement, il est difficile de prouver que cette

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

discrimination existe, étant donné que les chefs d'établissement répondent verbalement aux parents et pas par écrit.» (Homme, Belgique)

Lors d'un entretien avec un groupe de discussion aux Pays-Bas, les participants ont fait référence à une école où une ségrégation avait lieu entre Néerlandais (blancs) et ceux qui étaient considérés comme étrangers, dont des Néerlandais non blancs de deuxième et troisième générations :

«Dans l'école secondaire où j'allais, il y avait des classes uniquement pour les étudiants néerlandais et d'autres pour les étudiants étrangers. L'ami de mon mari, qui était père de famille, a demandé : "Pourquoi faites-vous cela? J'ai inscrit mon fils dans cette école pour qu'ils se mêlent à des Néerlandais". Et on lui a répondu : "Nous voulons garder les étudiants néerlandais et ils ne fréquenteront plus cette école si on les mélange avec les étrangers". C'était à Rotterdam dans une grande école. Il y avait six classes. Ils séparent les enfants de différentes nationalités : les Néerlandais vont dans une classe et les étrangers dans une autre. C'est une séparation ethnique. Si la famille néerlandaise est musulmane, ce qui est rare, même s'ils sont nés ici, cela n'a pas d'importance, si vous êtes étranger, si vous avez un nom qui dénote que vous êtes étranger... vous allez dans cette classe.» (Jeune femme, Pays-Bas)

Cette femme a raconté l'histoire d'un homme qui assistait à la réunion des parents pour savoir comment sa fille s'en sortait à l'école et a été surpris de trouver sa fille dans une classe d'«étrangers», totalement séparée de trois autres classes «blanches» :

«Il était vraiment choqué et a dit : "Ce n'est pas possible. Dans quel pays vivons-nous ?" Il a demandé aux professeurs : "Qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce que c'est que ça ?" Et ces derniers lui ont répondu : "Sans cela, nous n'avons pas d'élèves blancs dans l'école, parce que leurs parents les envoient dans d'autres établissements". Mais vous savez, ce qui est triste aussi, c'est que les professeurs qui enseignent à ces classes "de couleur" sont aussi des étrangers et leur professeur de maths ne parle pas bien néerlandais. Donc elle [sa fille] parle mieux néerlandais que son professeur.» (Jeune femme, Pays-Bas)

5.3 Discrimination en matière d'emploi

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

Les personnes interrogées reconnaissent que les musulmans sont victimes d'une discrimination tant raciale que religieuse, et la plupart pensent que cette discrimination est répandue au niveau de l'embauche et sur le lieu de travail. Dans un grand nombre d'exemples cités par les personnes interrogées, la discrimination était manifeste et directe.

Selon les personnes interrogées, de nombreux musulmans pensent que lorsqu'une personne portant un nom musulman présente sa candidature pour un emploi, celle-ci sera probablement rejetée. Selon l'expérience d'une d'entre elles, la mention, dans le *curriculum vitae*, de la participation à des organisations musulmanes bénévoles, peut entraîner une discrimination :

«J'avais fini mes études depuis un certain temps et j'avais participé à différents projets dans des organisations de jeunesse musulmanes... Après cette expérience, j'ai voulu trouver un emploi. J'ai donc mentionné dans mon CV que j'étais actif dans différentes institutions musulmanes... Cela a probablement été une erreur parce que je n'ai pas été invité à un entretien d'embauche. J'ai donc décidé de changer de stratégie. J'ai ôté la référence aux organisations musulmanes et j'ai simplement mentionné des "organisations de migrants" ; cette fois, j'ai eu quelques entretiens.» (Jeune homme, Allemagne)

Les personnes interrogées citent des cas d'agences de travail intérimaire auxquelles les entreprises demandent de ne pas leur envoyer de travailleurs musulmans. Elles mentionnent également des exemples d'employés musulmans en Allemagne qui ont été licenciés parce qu'ils étaient soupçonnés de représenter un risque pour la sécurité. Une personne interrogée fait état d'une étude menée par des organisations musulmanes au Royaume-Uni, qui a constaté que la discrimination à l'embauche concerne probablement davantage les emplois qualifiés et les professions employant peu de musulmans, plutôt que les emplois non qualifiés ou les postes d'ouvriers spécialisés. Les entretiens évoquent également la crainte d'être victime de discrimination sur le lieu de travail, qui rend les musulmans réticents à postuler pour des emplois ordinaires. Les entretiens donnent à penser que ceux qui ont été victimes de discrimination hésitent à en parler, de peur de subir des brimades.

Selon les entretiens, les musulmans peuvent rencontrer des difficultés lorsqu'ils demandent à pouvoir pratiquer leur religion sur le lieu de travail :

«J'ai postulé à un emploi de médecin clinicien. Nous avons une réunion avec mon futur employeur, qui connaissait quelques musulmans. Celle-ci m'a demandé : "Les musulmans prient. Et vous ?". J'ai répondu : "Oui, s'il est possible de prier, j'aimerais prier au travail." Elle a réfléchi, nous en

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

avons rediscuté et elle m'a dit : "Je n'ai pas aimé ce que vous avez dit. Si vous voulez prier, nous n'avons pas de place pour le moment dans cet établissement de soins" (il y a des tas de locaux) et elle a ajouté : "Nous n'avons pas de place pour que vous puissiez prier, mais si vous insistez vraiment, vous pouvez utiliser les toilettes pour handicapés..."» (Jeune femme, Pays-Bas)

Les personnes interrogées s'accordaient à dire que, dans la plupart des États membres, ce sont les musulmanes portant le voile qui sont victimes de la discrimination la plus flagrante :

«On ne trouve pas beaucoup de femmes voilées dans des emplois qui impliquent un contact direct avec le public. Vous n'avez pas ça en Allemagne. Cela ne marche pas ici. Cela n'existe pas. Extrêmement peu de femmes musulmanes enseignantes portent le voile. Aujourd'hui, les femmes musulmanes ne trouvent pas facilement un emploi, parce que les gens pensent qu'elles pourraient arriver un jour avec un voile. Donc, même si elles ne portent pas le voile, elles sont victimes d'une discrimination parce qu'elles pourraient un jour venir travailler avec un voile.» (Femme, Allemagne)

«J'ai voulu travailler à temps partiel et on ne m'a pas donné le poste. Il fallait nettoyer des locaux et on m'a dit : "Non, nos entreprises sont contre le voile et on ne peut donc pas vous donner ce travail". On m'a dit : "Enlevez votre voile ou on ne peut pas vous engager". J'ai répondu : "D'accord, au revoir !"» (Jeune femme, Allemagne)

«C'est un véritable combat. Les femmes voilées sont très rarement embauchées et souvent uniquement dans des entreprises comme des centres d'appels, où elles n'ont pas de contact direct avec les clients. Dans l'ensemble, on refuse de leur donner du travail.» (Homme, France)

«Je poursuis actuellement mes études secondaires. L'an dernier, j'ai fait un stage dans une entreprise, et j'ai eu un problème. J'étais censée rester quatre semaines et j'ai fini par partir au bout de trois semaines. Les rapports avec mon superviseur ont commencé à se dégrader. Je connaissais bien cette personne et ils savaient que je portais le voile. Un jour, je suis arrivée au travail comme d'habitude et on m'a dit que quelqu'un m'avait vue dans la rue avec mon voile. Cette personne avait appelé le patron et "le patron m'a demandé de te renvoyer. Si je ne le fais pas, c'est moi qui vais perdre mon emploi"... Quoi qu'il en soit, le résultat

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

est que je n'ai pas terminé mon stage et que j'ai dû recommencer mon année. Je n'ai pas réalisé les conséquences que cela allait avoir. Je n'ai pas réalisé que j'allais devoir recommencer mon année parce que je n'avais pas terminé mon stage.» (Jeune femme, France)

Les femmes musulmanes peuvent être victimes d'une triple discrimination, articulée sur le genre, sur la race et sur la religion et, parfois, il n'est pas aisé de distinguer quelle forme de discrimination est en cause :

«On a souvent le sentiment d'être rejetée. Je viens de Paris. Pour l'instant, je suis inscrite dans une agence pour l'emploi et j'ai reçu un appel pour un contrat d'un mois. Je me suis rendue dans l'entreprise et j'ai passé les tests. Ils avaient déjà mon CV, qui disait clairement que je savais utiliser un programme de bureautique. Alors que je passais le test, ils m'ont dit qu'ils me rappelleraient le lendemain... Ils ne m'ont pas rappelée, alors j'ai appelé moi-même et on m'a dit d'appeler l'agence... Donc, j'ai de nouveau contacté l'agence. Ils m'ont dit que l'entreprise ne recherchait plus un agent temporaire, mais voulait m'engager à temps plein. Donc, ils m'ont dit de retourner le lendemain dans l'entreprise pour signer mon contrat. Ensuite, j'ai reçu un appel pour me dire qu'ils n'étaient plus intéressés. Ils estimaient que les résultats de mon test n'étaient pas suffisamment bons... Or, ils m'avaient déjà dit que j'avais réussi le test... J'ai eu le sentiment d'être victime de discrimination, que ce soit en tant que femme musulmane, française ou marocaine, je ne sais pas. C'est une impression.» (Jeune femme, France)

Dans certains cas, les employeurs affirment qu'ils perdront des clients s'ils recrutent des femmes portant le voile :

«Leur argument consiste à dire qu'ils vendent un produit et veulent plaire à leurs clients... D'une certaine manière, c'est pire que de dire : "J'exerce une discrimination contre vous parce que je n'aime pas les musulmans". Ici, ils disent : "Je fais de la discrimination parce que la société ne vous aime pas".» (Homme, Belgique)

Un Français interrogé décrit la relation de son épouse avec une agence pour l'emploi, après deux ans de chômage.

«Elle s'est rendue auprès d'un conseiller qui lui a demandé pourquoi elle refusait toutes ces offres d'emploi. Elle a rétorqué qu'elle n'avait rien refusé, mais que lorsque les gens voyaient qu'elle portait le voile, ils refusaient de l'engager. Ils disaient que ce n'était pas vraiment un problème

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

pour eux, mais qu'ils devaient penser à leurs clients. C'est alors que le conseiller lui a dit : "Vous réalisez que vous commencez avec un handicap?"» (Homme, France)

Par ailleurs, les personnes interrogées ont également connaissance d'expériences de bonnes pratiques de la part des employeurs, dont certains sont prêts à s'adapter aux besoins de leurs employés musulmans. Une personne interrogée a indiqué qu'une compagnie de chemins de fer au Danemark avait conçu pour ses employées musulmanes un voile aux couleurs de l'uniforme de la compagnie.

Des personnes interrogées en Italie et en Espagne racontent que lorsque la communauté musulmane est encore en grande partie constituée de migrants économiques de la première génération, les musulmans sont victimes de discrimination essentiellement en leur qualité de migrants. En Grèce, les musulmans déclarent faire l'objet d'une discrimination indirecte due à la réticence officielle à reconnaître les qualifications obtenues en Turquie.

6. Participation et représentation

6.1 Politique et élaboration des politiques

Certaines personnes interrogées ont le sentiment que le point de vue des musulmans n'est pas pris en compte, y compris lorsque les décideurs politiques les consultent. Il a été suggéré que, parfois, les musulmans ont l'impression que les invitations à participer à des discussions politiques ne sont pas des tentatives sincères d'entreprendre quelque chose avec eux :

«Les musulmans sont utilisés pour le show. Le gouvernement les invite uniquement pour qu'ils soient présents. En février, une réunion a eu lieu en Afrique du Sud avec le ministre [local], qui est musulman. Ils [le gouvernement local allemand] ont donc tenu absolument à emmener un musulman avec eux pour montrer que nous avons une communauté musulmane, etc. Vous voyez, ils tiennent absolument à nous impliquer dans le show.» (Homme, Allemagne)

Les répondants pensent également que les organisations musulmanes doivent améliorer la qualité de leur contribution aux discussions sur l'élaboration des politiques. Les organisations rencontrent des problèmes en termes de ressources, mais aussi de connaissance et de compréhension :

«C'est une espèce de cercle vicieux, parce que les instances musulmanes n'ont pas suffisamment d'argent,... les musulmans eux-mêmes n'ont peut-être pas les compétences et le professionnalisme qu'elles souhaiteraient, leur travail est de très mauvaise qualité, et bien que le gouvernement consulte désormais les musulmans sur certaines questions, nous ne sommes pas en mesure de suivre le rythme et de présenter nos arguments comme nous le souhaiterions.» (Femme, Royaume-Uni)

Dans la plupart des pays d'où viennent les personnes interrogées, des personnes issues du monde musulman sont membres des parlements nationaux et régionaux. Il a été observé que, dans la plupart des cas, les musulmans qui participent à la vie civile et politique le font généralement en tant que personnes d'origine musulmane, plutôt qu'en tant que musulmans. Les musulmans qui se présentent aux élections insistent rarement sur leur religion, soit parce qu'ils ne considèrent pas que leur identité religieuse soit primordiale, soit parce que cela n'a pas d'intérêt pour être élu. Généralement, les musulmans considèrent que le parti des candidats et leur point de

vue sur des dossiers politiques sont essentiels. Cependant, certaines personnes interrogées ont fait valoir que les musulmans qui s'impliquent dans la politique ont indiqué que, depuis cinq ans environ, ils ont été de plus en plus entraînés par les médias et les hommes politiques dans des débats portant sur la communauté musulmane dans son ensemble. À titre d'exemple, immédiatement après les attentats à la bombe de Londres, le gouvernement a invité les parlementaires musulmans à Downing Street pour en discuter. Un Britannique interrogé s'est dit mal à l'aise par rapport à la manière dont les parlementaires britanniques, élus pour représenter leur constitution électorale, ont alors dû représenter l'ensemble de la communauté musulmane.

6.2 Médias et culture populaire

Les répondants ont cité des exemples de reportages où les faits étaient déformés ou inventés pour présenter les musulmans sous un jour négatif. Une personne interrogée a rapporté un incident où le journal télévisé de la télévision danoise a débuté par un reportage sur «des bandes d'immigrants se préparant à la guerre», en présentant des jeunes armés d'une carabine, le visage couvert du foulard palestinien et déclarant «Nous allons conquérir toute la f... Zélande». Les jeunes étaient prétendument membres d'un gang baptisé «Triple A». Un journal danois a ensuite mené une enquête et n'a trouvé aucune preuve de l'existence de ce groupe. La police a également confirmé qu'elle n'avait jamais entendu parler de ce groupe. Il est ensuite apparu que la cassette vidéo des jeunes, qui avait été diffusée aux infos, était censée servir à un vidéoclip musical. L'un des jeunes de la vidéo a engagé une action en diffamation. En fin de compte, un cadre du département de l'information a été contraint de démissionner et l'affaire a été portée devant la commission de la presse :

«L'une des principales chaînes de télévision du service public, Channel TV2, a sorti ce genre d'histoire, et ce n'est pas la première fois. Dans d'autres circonstances, des journalistes se sont rendus dans une école, ont donné de l'argent à des gamins de 12 ou 13 ans et leur ont demandé de donner des coups de pied dans la caméra. Ils les ont présentés comme de "jeunes musulmans violents"... Lorsqu'un jeune viole une femme, c'est un musulman, un jeune immigré, et les médias disent qu'"ils violent nos femmes à cause de leur culture".» (Homme, Danemark)

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

Des personnes interrogées d'autres pays font état de problèmes similaires :

«... Ils se braquent sur les excès, les cas extrêmes, et non sur les faits normaux. Si 99 % des musulmans sont des gens normaux, des citoyens normaux qui essaient de gagner leur vie et d'avoir une bonne vie de famille et tout, c'est le 1 % restant, qui n'est pas comme ça, que la presse désigne comme musulman.» (Homme, Pays-Bas)

«Certains sont plus favorables, parfois, moins hostiles. Mais, les principaux réseaux de télévision, tant les chaînes publiques que privées, sont très anti-Islam.» (Homme, Italie)

Les personnes interrogées reconnaissent aussi que les musulmans ont une responsabilité à assumer dans l'amélioration de la communication et de l'interaction avec les médias :

«Ce n'est pas uniquement la faute des médias. C'est également celle des communautés musulmanes. Nous ne présentons pas bien notre message. Nous ne savons pas à qui nous adresser pour faire passer le message. Nous ne parlons pas de façon compréhensible.» (Homme, Belgique)

Certains personnes interrogées ont également rapporté des expériences négatives, vécues par des musulmans qui avaient collaboré avec les médias : leurs déclarations avaient été tronquées ou des commentaires avaient été sortis de leur contexte pour présenter des personnes ou des organisations de manière négative :

«Faire une déclaration est une chose, mais la faire passer en est une autre. J'étais présente ici le 13 septembre 2001 pour prononcer une série de déclarations [condamnant les attentats du 11 septembre 2001] venant de toutes sortes d'organisations musulmanes. Les journalistes sont venus, mais ils ne s'y sont pas intéressés. J'ai indiqué que je ne donnais pas d'interview à moins qu'ils ne lisent d'abord les documents. Ils ont feint de le faire parce qu'ils voulaient l'interview, mais ils n'ont rien enregistré.» (Femme, Allemagne)

Néanmoins, depuis le 11 septembre 2001, on peut constater que de plus en plus de voix de musulmans se font entendre dans les médias. Lorsqu'il existe des contacts avec les médias, les musulmans jugent qu'ils peuvent répondre réellement et, dans certains pays du nord de l'Europe, les personnes interrogées affirment constater une plus grande participation de personnes d'origine musulmane dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

7. Politique étrangère

Bien que les entretiens aient été principalement axés sur l'expérience des répondants à l'intérieur d'un pays, quelques personnes interrogées se sont exprimées de manière ferme sur des questions de politique étrangère, comme la guerre en Irak. Ce point a été jugé pertinent pour les entretiens, essentiellement parce qu'il a des conséquences directes sur la vie et les sentiments des musulmans de l'Union européenne.

Les Britanniques interrogés indiquent que le rôle du Royaume-Uni dans la guerre en Irak a suscité de la colère et du ressentiment chez de nombreux musulmans :

*«Consterné serait une manière douce de dire les choses... Nous ne pouvons pas supporter cette hypocrisie! Nous ne pouvons pas admettre cette injustice!... Les musulmans sont assez subtils et voient l'hypocrisie à d'autres niveaux de la politique étrangère... nous ne sommes pas simplement en colère à cause de la manière dont la communauté musulmane est traitée, mais parce que nous voyons que ces politiques vont susciter des conflits et créer une société très divisée, une société injuste, qui ne repose ni sur la justice, ni sur le droit international, ni sur la loyauté.»
(Homme, Royaume-Uni)*

*«Une grande partie de la politique étrangère britannique est considérée comme un système de deux poids deux mesures. De ce fait, les jeunes pensent qu'ils ne font pas partie de la Grande-Bretagne parce que les normes... sont différentes pour les musulmans, et parce que nous autres, musulmans, nous avons le sentiment qu'ils sont aussi contre nous.»
(Femme, Royaume-Uni)*

Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie

Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne

Les musulmans de France et d'Allemagne expriment des points de vue différents :

«Je pense que les musulmans d'Allemagne étaient très, très heureux de la position allemande sur l'Irak, par exemple. Ils étaient fiers de faire partie d'un pays qui se prononçait clairement contre [la guerre].» (Homme, Allemagne)

«De manière générale, ils ont une bonne impression. Ils pensent que la position du gouvernement français est meilleure par rapport à d'autres gouvernements, eu égard notamment à la situation en Irak et en Palestine. La position du gouvernement français sur ces dossiers donne aux musulmans l'impression que la position du gouvernement français n'a rien de vraiment mauvais.» (Homme, France)

Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes

PERCEPTIONS DE LA DISCRIMINATION ET DE L'ISLAMOPHOBIE
POINTS DE VUE DE MEMBRES DES COMMUNAUTÉS MUSULMANES DANS
L'UNION EUROPÉENNE

Autriche: Imprimerie MANZ CROSSMEDIA GmbH & Co KG

2006 – 77 pp, 21 x 29.7 cm

ISBN 92-9192-016-9

De nombreuses autres informations sur l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes sont disponibles sur le site internet de l' Observatoire (<http://eumc.europa.eu>)

© Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, 2006.
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.